



A qui appartient la terre ?, à qui appartient la forêt ?

Les impacts du genre et
les racines coloniales des
industries extractives.

Table des Matières

Introduction	3
Arménie : «Notre eau est notre or » ..	10
Ghana: « L'homme c'est moi, tu dois écouter ce que je dis »	14
Inde : Les peuples des forêts ont besoin d'arbres, pas de charbon	18
Kirghizistan : « Extraire l'or nous fait perdre quelque chose de bien plus précieux »	21
Liberia : Les plantations en monocultures comme forme d'extractivisme	25
Les violences à l'encontre des femmes et le travail forcé des enfants	29
Patriarcat et pauvreté	32

A propos de la Coalition mondiale des forêts (GFC) :

La Coalition mondiale des forêts (GFC) est une coalition internationale de 124 ONG et organisations de peuples autochtones provenant de 72 pays qui défendent la justice sociale et les droits des peuples des forêts dans le cadre des politiques forestières. La GFC organise des campagnes collectives sur la nécessité de respecter les droits, le rôle et les besoins des peuples autochtones, des femmes et des communautés locales dans la conservation des forêts et la nécessité de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la disparition des forêts.

Bienvenue à la 67ème édition de Couvert forestier,

une série de rapports et d'autres publications de la Coalition mondiale des forêts qui relie la politique forestière internationale aux vues et expériences locales. Pour recevoir Couvert forestier par courrier électronique, inscrivez-vous sur [notre liste de diffusion](#).

<https://globalforestcoalition.org>

[GFC Photo Gallery](#)

[@globalforestcoalition](#)

[@gfc123](#)

[@global.forest](#)

Vous pouvez faire un don à GFC [ici](#).

Image de couverture : Une scène d'un site minier artisanal en RDC. Crédit photo : Programme intégré pour le développement du peuple pygmée (IPDP)

Remerciements

Équipe éditoriale : Allie Constantine, Andrey Laletin, Ángel Tuninetti, Chithira Vijayakumar, Juana Vera Delgado, Kwami Kpondzo, Megan Morrissey, Simone Lovera, Valentina Figuera Martínez, Wen Bo

Auteur principal : Ángel Tuninetti

Rédacteurs : Allie Constantine, Chithira Vijayakumar, Don Lehr, Megan Morrissey

Traducteurs : Amira Armenta, Danae Serinet Barrera, Elena Kreuzberg, Elina Doszhanova, Gaëlle Le Gauyer, Megan Morrissey, Rachel Babin

Graphisme : [Iximché Media](#)

Cette publication a été produite avec le soutien de Women Engage for a Common Future (WECF) à travers la Green Livelihoods Alliance, financée par le ministère néerlandais des Affaires étrangères, American Jewish World Service, et la Swedish Society for Nature Conservation (SSNC). Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de la Coalition mondiale des Forêts (GFC) et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les opinions des donateurs.

Introduction

“ *Le jour où nous croirons que les arbres, les animaux et toutes les choses ont un esprit, alors nous commencerons à respecter la nature. Si nous ne parvenons pas à cette conclusion, si nous continuons à penser que la valeur des arbres est seulement monétaire, nous allons anéantir la Terre Mère.* ”
(Faustino Alba)



Par Allie Constantine

Le couvert forestier diminue chaque année à l'échelle mondiale, ce qui signifie que les vies et les histoires des personnes qui y vivent sont de plus en plus menacées. Les forêts sont intimement liées aux modes de vie, aux connaissances, aux identités et aux cultures des personnes qui les ont nourries de manière symbiotique depuis des temps immémoriaux. Pourtant, ces espaces sont malmenés par une course incessante à la « croissance », liée à des projets de « développement » et de « progrès » via l'extraction de ressources. Le terme même de « ressource » transforme ces systèmes vivants en objets de consommation : l'arbre devient de la pâte à papier, les anciens gisements formés au cours de millénaires se transforment en routes pour le développement de l'industrie, etc.

Outre la destruction de la biodiversité et des terres, les industries extractives portent atteinte aux structures sociales et aux systèmes de connaissances. De nombreuses communautés considèrent les rivières et les sources d'eau douce comme des membres de leurs familles et se rappellent que l'eau est la vie. Malheureusement, ces eaux sont irréversiblement empoisonnées par le déversement de produits chimiques industriels. Les plantes et les animaux qui ont évolué pour coexister avec les forêts et les communautés

environnantes sont exterminés ou déplacés, privant les sols des minéraux nécessaires à la vie végétale. Souvent, les terres plus fertiles sont les premières à être utilisées ou détruites, laissant aux communautés marginalisées les terres moins « productives ». En raison de la marginalisation économique et des déplacements forcés, les communautés qui résident dans ces lieux dépendent, pour survivre, des relations non économiques qu'elles entretiennent avec le territoire, notamment les forêts. Ces relations non marchandes incluent la collecte de bois, de fruits, de graines, de plantes médicinales, ce qui affecte de manière disproportionnée les femmes, qui sont souvent les plus concernées par ces activités.

“ *Les femmes et les personnes aux identités sexuelles marginalisées sont couramment assassinées alors qu'elles défendent leurs terres, et au péril de leur vie luttent en première ligne pour la protection de l'environnement et la défense d'une planète vivable pour tous.* ”

De plus, à mesure que les industries extractives épuisent les terres et les rendent inhabitables, elles se déplacent vers nouveaux endroits à exploiter, laissant de moins en moins d'endroits pouvant être habités en toute sécurité. Les femmes et les personnes de genre divers, qui sont souvent les gardiennes des connaissances de leurs communautés, sont généralement contraintes à quitter leurs lieux de vie ancestraux pour maintenir leurs familles en vie, risquant ainsi de perdre les histoires liées à leurs terres et transmises depuis des générations. Les femmes et les personnes aux identités sexuelles marginalisées sont couramment assassinées alors qu'elles défendent leurs terres, et au péril de leur vie luttent en première ligne pour la protection de l'environnement et la défense d'une planète vivable pour tous. En outre, la violence liée à l'industrie affecte tout particulièrement les femmes et les militants autochtones, que les inégalités systémiques avaient déjà rendu vulnérables.

Finalement, tous les êtres humains dépendent des forêts et de leur diversité pour le maintien de la vie sur Terre. Bien que l'Objectif 15 de développement durable de l'ONU souligne la nécessité de préserver et restaurer les écosystèmes terrestres et les forêts, ainsi que d'enrayer et d'inverser le processus de dégradation des terres et de perte de biodiversité,



Photo : La forêt d'Amulsar Jermuk, Armenian Forests NGO, Arménie

l'extractivisme et la disparition des forêts se poursuivent. Les forêts abritent la majorité de la biodiversité et, même si la déforestation ralentit quelque peu, le couvert forestier diminue rapidement malgré les données sur l'importance de la biodiversité et le besoin de lutter contre le changement climatique. En outre, la plupart des systèmes extractivistes épuisent les ressources forestières, de manière directe ou indirecte, ce qui signifie que tant que les humains continueront à prélever des ressources, les forêts continueront à souffrir. Malgré cela, la terminologie « verte » et « durable » qui fleurit ces dernières années dupe le public et ne reflète pas la diminution rapide de la végétation sur les terres qu'ils exploitent et rendent inhabitable au nom de ces « solutions ».

“ *Les communautés autochtones, qui dans leur grande majorité vivent à l'intérieur ou à proximité des forêts et des zones rurales, sont les gardiennes d'environ 80 % de la biodiversité mondiale.* ”

Les communautés autochtones, qui dans leur grande majorité vivent à l'intérieur ou à proximité des forêts et des zones rurales, sont les gardiennes d'environ 80 % de la biodiversité mondiale. En revanche, la plus grande menace pour la biodiversité est l'extractivisme, notamment l'exploitation minière, les plantations d'arbres, l'exploration pétrolière et gazière et les monocultures à grande échelle. Ce sont les communautés du monde majoritaire, les femmes et les personnes de genre divers, ainsi que les personnes exclues des processus décisionnels mondiaux et locaux, qui sont directement touchées par les effets néfastes de l'extractivisme et du changement climatique. Les études de cas présentées dans ce rapport montrent que dans les rares occasions où des processus de consultation sont mis en place auprès des communautés, ils ne sont généralement pas équitables. Sans compter les fausses promesses de prospérité qui créent des divisions communautaires.

Ce rapport, produit en collaboration avec les campagnes de la Coalition mondiale des forêts (GFC) sur la *Justice de genre et les forêts* et sur les *Industries extractives, le tourisme et les infrastructures*, dans le cadre de nos contributions à l'Alliance des

moyens d'existence verts (GLA de son acronyme anglais), met en lumière les voix des personnes les plus touchées par les processus extractivistes. Il s'agit notamment de celles et ceux qui protègent notre planète aujourd'hui et pour les générations futures et dont les récits illustrent les impacts générés de l'extractivisme sur les écosystèmes forestiers et les modes de vie des personnes qui en dépendent. L'objectif de cette recherche est d'analyser l'extractivisme depuis une perspective féministe et d'examiner les impacts des industries extractives sur les différents genres au sein des communautés forestières et des groupes qui dépendent des forêts.

L'approche et la méthodologie

Les groupes qui subissent les effets les plus directs et les plus immédiats de l'extractivisme sont souvent exclus des processus de prise de décision. Par ailleurs, il existe un manque cruel de publications écrites depuis des perspectives féministes ou communautaires sur la dégradation de l'environnement. Ce rapport tente de remédier à ces problèmes en adoptant un point de vue féministe fondé sur l'intersectionnalité et engagé dans un processus de cocréation et de non-hiérarchisation des connaissances.

GFC adopte en outre une perspective écoféministe inspirée de l'écologie politique féministe (EPF), qui explore les liens entre la domination oppressive des « femmes » et de la « nature », considérée comme « féminine » et sacrée par les peuples autochtones, mais réduite aux yeux de l'extractivisme à une « chose inerte », et donc « inférieure ». Suivant cette logique, la nature peut être exploitée et dominée. Cette logique est aussi utilisée pour discriminer les femmes et les personnes de genre divers, ainsi que toutes les personnes qui s'écartent de la norme acceptable, construite selon la blancheur et la masculinité

européenne. Les « femmes » et la « nature » sont considérées comme étant « inférieures » aux hommes et à l'industrie, et le système dominant y voit une justification pour les exploiter de la même manière. De plus, le « genre » tel qu'il est compris dans les cultures occidentales est en partie une importation coloniale qui a été utilisée pour détruire les cosmologies et les communautés autochtones, afin de construire l'Occident « civilisé ». A travers l'introduction de rôles sociétaux « féminisés » et « masculinisés » et le rejet violent de toute déviation face à ces rôles de genre binaires qui ont été imposés, le contrôle des femmes et des personnes de genre divers est renforcé par l'extractivisme de multiples manières. L'EPF critique donc ces positions occidentales, patriarcales et coloniales, et les hypothèses, les distinctions et les théories qui en découlent. Ses cadres de pensée prônent la cocreation d'alternatives et de solutions à ces positions patriarcales et mettent l'accent sur la résistance locale et la construction d'alternatives ancrées dans un lieu.

Les femmes, dans toute leur diversité, en particulier les femmes autochtones, les enfants, les jeunes et les aînés des communautés forestières, subissent les pires effets de l'extractivisme et n'en retirent que peu de bénéfices. Cependant, bien que ces disparités soient de plus en plus reconnues, rares sont les cas où des directives cohérentes en matière de genre ou d'évaluation d'impact sont mises en œuvre. En outre, les évaluations des impacts différenciés de l'extractivisme utilisent régulièrement un langage essentialisant et condescendant, homogénéisant des catégories telles que les « femmes » et les « personnes LGBTQIA+ », ou faisant référence aux communautés comme à des victimes passives. Bien que le terme « femmes » soit utilisé tout au long de ce rapport, nous reconnaissons que son acception est large et recouvre une multiplicité d'expériences et des



Photo : Protestation contre la mine d'Amulsar, Armenian Forests NSO, Arménie

identités intersectionnelles. Lorsque le terme « femmes » est utilisé seul, c'est parce que les données n'ont pas spécifié d'autres genres. En effet, lorsque nous écrivons et travaillons avec d'autres communautés, nous veillons à ne pas faire de suppositions sur les informations ou à parler pour ces communautés.

Notons également que, dans le rapport sur le genre, la perspective intersectionnelle s'intéresse à la façon dont les inégalités et les discriminations forment un réseau complexe nocif, où l'on ne peut séparer le genre de la race, de la classe, de l'ethnicité, de la religion ou d'autres caractéristiques. Ce n'est pas un modèle additionnel qui est nécessaire, mais un modèle qui reconnaît une perspective « multidimensionnelle » et « multiscalaire ». GFC reconnaît que les analyses en matière de genre doivent s'accompagner de changements réels qui s'attaquent aux déséquilibres de pouvoir et aux stéréotypes de genre à différents niveaux.

Nous reconnaissons également que la coopération et la co-construction du savoir sont nécessaires pour permettre le changement. La co-construction du savoir permet la coexistence de différentes disciplines de recherche,

de modes de connaissance non académiques, de connaissances locales et d'expériences vécues, et reconnaît que tous ces éléments sont nécessaires pour donner lieu à l'apprentissage social et au partage.

Pour ce numéro de *Forest Cover*, les membres de GFC ont interviewé des communautés confrontées à des processus d'extraction afin d'examiner les différences dans les relations de pouvoir et d'analyser les impacts sur les populations et l'environnement. L'analyse de la littérature et des informations quantitatives secondaires est utilisée pour étayer les déclarations de GFC et des participants.

Les restrictions

Ce travail s'est heurté à des limites inévitables. Tout d'abord, les données sur le genre dans les communautés forestières sont rares, et les communautés touchées sont également confrontées à des obstacles sociaux en matière de partage de l'information. Il s'agit notamment de barrières culturelles et socio-économiques, de la violence à différents niveaux, de la méfiance à l'égard des organisations et de la collecte d'informations en raison de



Photo : Terres agricoles transformées en terres minières, The Development Institute, Ghana

préjudices historiques, de facteurs géopolitiques et d'autres facteurs susceptibles d'empêcher certains groupes de collaborer. De plus, dans certains cas, les membres de GFC n'ont pas pu visiter certaines communautés pour des raisons de sécurité, notamment dû à de fortes pluies ou des restrictions de déplacement liées à la COVID-19. Nous avons tenté de remédier à ce problème en incluant un questionnaire adapté aux cultures des communautés afin qu'elles puissent répondre aux questions comme elles le souhaitent.

Qu'est-ce que l'extractivisme ?

“ *L'extractivisme est un processus qui a été créé et perpétué par des formes historiques et contemporaines de colonisation, et le concept existe depuis plus de 500 ans.* ”

Ce numéro est consacré à l'extractivisme, qui désigne le processus d'extraction de grands

volumes de ressources naturelles pour les marchés d'exportation. Les systèmes extractivistes sont connectés au capitalisme, tant au niveau mondial que local, et peuvent être publics, privés ou étatiques. En outre, l'extractivisme est un processus qui a été créé et perpétué par des formes historiques et contemporaines de colonisation, et le concept existe depuis plus de 500 ans. Il est associé à un tissu complexe de mentalités, de discours, de pratiques et de différences de pouvoir qui contribuent à une organisation destructive de la vie, à travers la hiérarchisation, l'épuisement, la destruction et la non-réciprocité. En d'autres termes, le processus d'extraction ne peut être réduit à sa signification concrète « d'extraction de ressources ». À l'inverse, il doit être analysé au travers des hiérarchies de pouvoir qu'il génère et perpétue, notamment l'oppression de genre et la colonisation continue des terres autochtones. Le terme recouvre la colonisation historique (y compris l'esclavage) et le néocolonialisme, en prenant en compte le pillage, l'accumulation et la concentration du capital entre les mains de certains, et la dévastation totale et l'appauvrissement pour d'autres ; autant de phénomènes qui ont influencé le développement du capitalisme mondial.

Historiquement, l'extractivisme a été utilisé pour fonder le pouvoir et la richesse de certaines nations et de certains groupes, créant ainsi des hiérarchies systémiques entre régions géopolitiques et des formes de catégorisation des personnes selon la race, le genre, la classe, l'ethnie, la caste, etc. Les impacts de l'extractivisme sont étendus : l'exploitation massive des ressources et des personnes par le biais de la colonisation, du patriarcat et du capitalisme d'exploitation (en cours), la destruction d'écosystèmes entiers pour en extraire des matières premières et la profanation des lieux sacrés de communautés autochtones.

Au niveau mondial, il existe une corrélation entre la pauvreté et la disponibilité de ressources naturelles : les pays dépendants d'exportations de matières premières ont tendance à être moins riches. Les nations qui ont été directement confrontées au colonialisme et qui doivent continuer à subvenir aux besoins de leurs colonisateurs, passés et présents, par le biais de l'accumulation du capital mondial, sont les plus durement touchées. Par exemple, les entreprises canadiennes tirent d'immenses profits des nombreuses opérations minières du Canada colonial à l'étranger (en Afrique, par exemple) et au Canada même, alors que les pays où elles opèrent, ainsi que les communautés autochtones qui sont affectées par leurs activités nationales, en ressortent extrêmement appauvris et soumis à des conditions de vie et de travail déplorables. A cet égard, il est important de noter que toutes les industries extractives ont, d'une manière ou d'une autre, un impact sur les forêts et les communautés forestières. Bien que l'on considère souvent que l'exploitation forestière est celle qui a le plus d'impact, en réalité, toutes les formes d'infrastructures extractives ont un impact direct et indirect sur l'écosystème forestier et sur les communautés qui vivent à l'intérieur et autour de ces forêts.

Les processus extractivistes s'accompagnent inévitablement de violence, et celle-ci affecte les femmes et les personnes de genre divers de manière disproportionnée et permanente. Ce point sera approfondi dans les études de cas de ce rapport. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'introduction de l'extractivisme implique une augmentation des violences sexuelles et domestiques, et du racisme que subissent les femmes et les personnes de genre divers. Par exemple, des rapports montrent que la violence sexuelle augmente lorsque des camps de travail sont installés près de communautés isolées, en particulier dans les communautés autochtones. En outre, les masculinités façonnées par le patriarcat et l'introduction violente de rôles genrés coloniaux par les industries extractives engendrent souvent de la violence au sein des communautés et une augmentation de l'abus de substances addictives. Dans les communautés, les opportunités d'emploi associées à l'extractivisme ségrègent souvent les tâches en fonction du genre. Les « travaux pénibles » liés au pétrole, à l'exploitation minière et forestière, entre autres, sont attribués aux hommes de façon disproportionnée, tandis que les femmes se voient confier des tâches domestiques difficiles, ainsi que des travaux domestiques et communautaires non rémunérés, et sont confrontées à des formes dangereuses de travail et de trafic sexuel. Les industries dirigées par des hommes ont tendance à renforcer et consolider les rôles de genre binaires, écartant ainsi la participation des femmes et des personnes de genre divers. En outre, les consultations communautaires sensibles au genre ne sont pas assez mises en œuvre, comme le montre l'étude de cas sur les plantations de palmiers à huile au Libéria.

Par ailleurs, l'utilisation de produits chimiques et de métaux lourds a de graves effets sur la reproduction, et



Photo : Mouvement écologique visitant la zone du projet à Kassan-Sai, Public Foundation Ecological Movement, Kirghizistan

affecte plus négativement les femmes et les enfants, comme le prouve l'étude de cas sur les opérations minières aurifères à Kassan-Sai. Les femmes et les personnes de genre divers mènent souvent la résistance face à ces industries nuisibles, ce qui les expose à un risque accru de violence ciblée et d'homicide.

Il est important de noter que toutes les femmes ne sont pas touchées de la même manière par les industries extractives. Selon un rapport de l'ONU, 69 % des 331 défenseurs de première ligne assassinés en 2020 défendaient les droits autochtones, fonciers et environnementaux (sans compter les nombreuses autres personnes « disparues » ou non signalées). Bien que la population mondiale ne compte que 6 % d'autochtones, le pourcentage de personnes autochtones assassinées s'élevait à 25 %. Entre 2015 et 2019, plus d'un tiers des défenseurs de première ligne tués étaient autochtones. Dans l'ensemble, les femmes autochtones et les personnes de genre divers sont confrontées à des risques accrus de violence en raison des activités extractives, et les disparitions et assassinats de femmes, de filles et de personnes bispirituelles autochtones (MMIWG2S) sont un problème d'ordre mondial.

Les femmes autochtones doivent défendre la survie de leurs cultures et de leurs communautés face au colonialisme permanent et aux déplacements hors des communautés. Ceci représente un travail additionnel pour elles, tandis que les menaces de violence rendent cette résistance plus précaire. Par ailleurs, elles sont soumises à de multiples formes de discrimination. Les femmes des communautés forestières et rurales sont confrontées au manque d'accès aux soins de santé et à la sécurité, à l'appauvrissement, etc. De façon générale, les impacts genrés de l'extractivisme sur les communautés forestières doivent être examinés afin d'obtenir un panorama complet de la nocivité de ces processus.

Les communautés forestières et les droits autochtones

Comme nous l'avons évoqué précédemment, les peuples autochtones préservent la majeure partie de la biodiversité (dont la plupart se trouve dans les forêts), contribuant ainsi à protéger notre

planète contre les changements de plus en plus volatils causés par des facteurs humains. Bien qu’historiquement ils ne soient pas responsables des impacts négatifs sur l’environnement, ils sont parmi les premiers à ressentir les effets du changement climatique, tels que l’augmentation des températures, les tempêtes plus violentes et la perte d’habitats naturels, entre autres conséquences.

“ De surcroît, les peuples autochtones sont confrontés à une plus grande violence gouvernementale. ”

De surcroît, les peuples autochtones sont confrontés à une plus grande violence gouvernementale que la plupart des autres groupes sociaux, avec des taux d’incarcération élevés. Les femmes autochtones et les personnes de genre divers sont confrontés à des taux élevés de violence de genre. Les peuples autochtones vivent souvent dans les forêts ou en



Photo : Protestation contre la mine d’Amulsar, Armenian Forests NGO, Arménie



Photo : Rural Integrated Center for Community Empowerment, Liberia

dépendent pour leur subsistance et leur survie. Leurs cultures, leurs langues et leurs histoires sont liées à ces terres et, par conséquent, leurs systèmes de connaissances sont menacés par l’extractivisme qui détruit les communautés forestières. Les déplacements forcés que produit l’extractivisme se traduisent par une perte de culture, de lien avec la terre et d’identité.

Il est important de souligner que relations des autochtones avec la « nature » diffèrent des formes d’exploitation créées par l’extraction capitaliste. Par exemple, les peuples autochtones de Chhattisgarh considèrent les arbres comme des divinités et les vénèrent dans des lieux appelés *Devgudis* (voir l’étude de cas). Le lien avec le monde naturel revêt une importance culturelle et spirituelle, et nombreux sont ceux qui refusent de partir, malgré la destruction causée par l’exploitation minière. L’idée occidentale de « ressources », qui désigne une simple accumulation de matériaux, coupe les personnes des savoirs sacrés et locaux, créant ainsi une profonde aliénation culturelle. Il s’agit d’une différence fondamentale dans la façon d’envisager la vie : pour certains, c’est quelque chose à utiliser, alors que d’autres comprennent que nous faisons intrinsèquement partie d’écosystèmes vivants.

“ Nous ressentons la Terre comme si nous étions à l’intérieur de notre Mère. Lorsque la Terre est malade et polluée, la santé humaine est impossible. Pour nous guérir, nous devons guérir la planète, et pour guérir la planète, nous devons nous guérir nous-mêmes. ”

La Charte de la Terre des peuples autochtones de 1992 déclare : « Nous ressentons la Terre comme si nous étions à l’intérieur de notre Mère. Lorsque la Terre est malade et polluée, la santé humaine est impossible. Pour nous guérir, nous devons guérir la planète, et pour guérir la planète, nous devons nous guérir nous-mêmes ». L’idée que la nature possède la capacité d’agir se reflète dans les luttes des peuples autochtones pour récupérer les terres dont ils ont historiquement été les gardiens. Si les processus extractivistes, les entreprises et les États entrent unilatéralement en territoires autochtones, ils portent atteinte à cela.

Étant donné que la majorité de la biodiversité intacte se trouve là où vivent les peuples autochtones, il est

nécessaire de reformuler la vision biaisée que l'extractivisme porte sur la vie. Pour sortir de l'exploitation extractive, nous devons adopter une démarche « fondée sur la nature », qui consiste à passer du temps en relation avec la terre, à apprendre d'elle et à s'ouvrir aux histoires qui lui sont liées. C'est ce que les cultures autochtones font depuis des millénaires. Revenir au respect de la nature requiert l'équité entre les genres dans tous les lieux, car les formes d'exploitation consistant à considérer les femmes et la nature comme des objets de domination sont deux reflets d'une même vision. Considérer le genre en dehors du système colonial binaire et revenir à une conception expansive du genre, au-delà des rôles de genre oppressifs, peut aider à guérir les conceptions oppressives des « femmes » et de la « nature ».

“ *Relations réciproques et harmonieuses avec la nature sont nécessaires pour faire évoluer les relations avec la terre et passer de l'idée d'un objet à exploiter vers une compréhension plus holistique des relations entre l'humain et la nature.* ”

Des perspectives telles que les droits de la nature et les mouvements de « restitution des terres » sont impératives pour guérir les relations humaines avec le monde non humain. Elles postulent que la terre est autonome et autodéterminée et que des relations réciproques et harmonieuses avec la nature sont nécessaires pour faire évoluer les relations avec la terre et passer de l'idée d'un objet à exploiter vers une compréhension plus holistique des relations entre l'humain et la nature.

De nombreux cadres et institutions internationaux commencent à reconnaître ces concepts. Par exemple, le Congrès mondial des parcs, qui est le plus grand rassemblement traitant du futur des aires protégées au niveau mondial, a reconnu les droits des communautés autochtones et locales comme un impératif à respecter. À ce propos, les aires protégées ont souvent écarté les peuples autochtones des processus, en plus de les évincer de territoires qu'ils préservaient traditionnellement. Les droits de la Terre Mère et les soins qu'elle requiert ont été mis sur la table lors du Congrès mondial de 2014 par les participants autochtones, qui ont argumenté que la Terre devrait être considérée comme ayant une valeur intrinsèque dans sa globalité, plutôt qu'à travers une accumulation d'aires protégées fragmentées et isolées. Le Congrès mondial a ensuite déclaré que les droits autochtones sur les territoires sont un prérequis pour la protection de la Terre Mère. C'est là le *point de départ* de la discussion, plutôt que de considérer la participation des autochtones, des femmes et des personnes de genre divers comme un bonus.

Même si ces déclarations ne sont pas légalement contraignantes, elles peuvent être utilisées pour informer les politiques futures et modifier les paradigmes de la conservation, afin de passer d'une perspective top-down à une perspective guidée par les communautés, menée par les peuples autochtones, les femmes et les personnes de genre divers, ainsi que les autres personnes qui sont en première ligne de la protection environnementale.

“ *Tous ces cas mettent en lumière la question pressante de l'extractivisme au sein des communautés locales.* ”

Les études de cas

Ce rapport présente les histoires de six communautés confrontées à l'extractivisme, qui dépendent des forêts ou qui y vivent. Leurs histoires et connaissances sont essentielles pour mieux comprendre les effets multiples de l'extractivisme sur ces communautés et d'autres populations ainsi que les conséquences générées des activités de l'industrie.

Les cas présentés vont de l'exploitation de charbon dans la communauté tribale autochtone de Chhattisgarh, en Inde, à l'exploitation minière industrielle et artisanale en République démocratique du Congo, en passant par l'exploitation d'une mine d'or à ciel ouvert à Kassan-Saï, au Kirghizistan, l'impact de l'exploitation minière et forestière sur les communautés forestières autour d'Accra, les plantations de palmiers à huile au Libéria et l'exploitation de cuivre et de molybdène dans la région de Lori en Arménie.

Tous ces cas mettent en lumière la question pressante de l'extractivisme au sein des communautés locales concernées, en soulignant les expériences des femmes et des peuples autochtones, ce qui est nécessaire pour comprendre comment réorienter les discussions sur l'extraction et l'oppression afin de mettre leurs besoins et leurs solutions au centre du débat.



Photo : Public Foundation Ecological Movement, Kirghizistan et Global Forest Coalition

« Notre eau est notre or »

Les habitants de Jermuk se soulèvent pour protester contre un projet minier qui détruit leur ville

Par Ángel Tuninetti, en collaboration avec l'ONG Armenian Forests, Arménie

Jermuk tire son nom de sa plus grande richesse. En effet, le nom de la ville signifie « eau de source chaude » en arménien. Cette eau, qui a rendu Jermuk célèbre depuis l'époque médiévale, est mentionnée pour la première fois au XIII^{ème} siècle par des historiens. Mais aujourd'hui, ce patrimoine écologique inestimable est menacé par le projet de mine d'or d'Amulsar, propriété de Lydian International Limited. Actuellement dans sa phase initiale, ce projet va détruire la biodiversité, polluer l'air et l'eau et affecter les modes de vie de la population.

L'environnement forestier

Située dans le sud-est de l'Arménie à une altitude de 2100 mètres (près de 7000 pieds), Jermuk est entourée de montagnes boisées et de prairies bordant la rivière Arpa. Son économie est basée sur le tourisme et l'eau minérale. De nombreuses sources d'eau souterraine chaude et froide y sont utilisées pour boire et à des fins thérapeutiques.

Sur une superficie totale de 2100 hectares, la ville compte

seulement 100 hectares de terrains aménagés et 1600 hectares sont recouverts de forêts, offrant un cadre propice au tourisme lié à la santé et à l'épanouissement de la biodiversité. Ses forêts sont aujourd'hui menacées par l'exploitation minière, comme de nombreux autres espaces naturels en Arménie. L'Arménie est un pays montagneux, dont la couverture forestière totale n'est que de 8 %, et la majeure partie de ses forêts se trouve au nord du lac Sevan, le long de la frontière avec l'Azerbaïdjan et la Géorgie et à la frontière sud avec l'Iran.

Le code forestier arménien de 2005 offre un cadre très protecteur pour les forêts et n'autorise que les coupes d'assainissement. Mais l'urbanisation galopante, l'exploitation minière et l'abattage illégal se généralisent dans tout le pays. Alors que le Comité des forêts, créé en 2018 sous l'égide du ministère de la Protection de la nature, n'autorise la coupe que de environ 30 000 mètres cubes de bois chaque année à des fins sanitaires, ce sont environ 800 000 mètres cubes qui sont abattus illégalement en raison du prix élevé de l'électricité et du gaz et des niveaux élevés de pauvreté, ainsi que pour la production de meubles et d'autres biens.



Menaces liées à l'exploitation minière

L'exploitation minière est l'une des principales causes de déforestation en Arménie, car le pays regorge de minéraux, notamment de cuivre, d'or, de molybdène, de plomb, de zinc et d'argent. On compte environ 400 mines en activité, dont 22 mines de métaux. Les mines métalliques ne représentent que 2,8 % du produit national brut, soit beaucoup moins que l'agriculture (40 %) ou le tourisme (15 %). Cependant, les minerais représentent environ 60 % des exportations totales, et une seule entreprise concentre 90 % de la production minière : Zangezur Copper and Molybdenum Combine.

L'exploitation minière apporte très peu d'emplois dans le pays : elle ne représente qu'environ 1 % des emplois, principalement occupés par des hommes. Elle nuit également à d'autres secteurs économiques en modifiant les formes d'utilisation des sols et en polluant les zones agricoles et touristiques. Bon nombre des industries affectées, comme la mise en conserve des aliments, le séchage des fruits, les stations thermales et le tourisme, sont celles qui traditionnellement emploient plus de femmes. Cela vient aggraver les inégalités de genre et les vulnérabilités économiques, sociales et politiques qui touchent les femmes.



Photo : Site minier d'Amulsar, Armenian Forests NGO, Arménie

“ *Le projet Amulsar a obtenu des autorisations d'exploitation auprès d'anciennes autorités soupçonnées de corruption.* ”

Amulsar

Le projet aurifère d'Amulsar est prévu sur le mont Amulsar, dans la région de Vayoc Dzor, située entre deux réservoirs d'eau et deux rivières qui constituent le bassin versant du lac Sevan (l'Arpa et le Vrotan). Le projet est mené par Lydian International Limited, une multinationale basée aux États-Unis, avec un financement de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et de la Société financière internationale, une branche de la Banque mondiale. Bien que l'exploitation minière soit interdite dans le bassin versant du lac Sevan, le projet Amulsar a obtenu des autorisations d'exploitation auprès d'anciennes autorités soupçonnées de corruption. Les nouvelles autorités redoutent que la société ne fasse appel à un arbitrage international si elles annulent ces permis. En outre, le gouvernement actuel a tendance à soutenir l'exploitation minière et

entretient des liens avec Lydian, ce qui facilite l'obtention d'autorisations.

Le projet est situé sur une parcelle de 150 hectares d'anciennes terres agricoles du village de Gndevaz. La privatisation des terres et leur acquisition ultérieure par Lydian a été portée en justice, car, comme l'a rapporté le journal Hetq, des dirigeants de la communauté ont privatisé des terres publiques avant de les céder à des membres de leurs familles à des prix très bas, puis de les revendre à Lydian avec d'énormes bénéfices.

La société travaille sur ce projet depuis 2006, sans avoir jamais encore extrait d'or. En réalité, elle n'a fait que vendre des actions à la Bourse de Toronto pendant cette période. Cependant, même en l'absence de production, les dommages environnementaux ont déjà débuté. Les travaux de prospection et de construction sur le site de la mine ont entraîné une augmentation des niveaux de radiation et de pollution aérienne et aquatique. La biodiversité a également été affectée, des personnes ont perdu leurs terres agricoles et la santé humaine s'est détériorée.

La société a déposé son bilan, les principaux équipements ont été vendus, et maintenant elle cherche à vendre les permis d'exploitation

et quitter l'Arménie. Il s'agit là d'un scénario courant : on voit de nombreuses nouvelles mines exploiter des gisements riches pendant plusieurs années, avant de se mettre en faillite et quitter la mine sans payer ni impôts ni salaires, et sans prévoir de compensation environnementale ni de remise en culture agricole. Quand l'entreprise trouve preneur, le nouveau propriétaire redémarre généralement l'exploitation minière.

Absence de considérations sanitaires et environnementales

Si une nouvelle société relance la mine, le projet sera extrêmement destructeur, non seulement pour Jermuk, mais aussi pour l'Arménie et la région dans son ensemble. La pollution créée par le drainage acide atteindra les rivières Arpa et Vrotan, et donc le lac Sevan, détruisant les ressources en eau douce de la région. De surcroît, la forte demande d'eau pour l'exploitation minière assèchera les puits et les sources d'eau, actuellement utilisés pour la consommation, les traitements médicaux et l'agriculture. Les niveaux de radiation et de pollution de l'air vont augmenter, créant des risques pour la santé et des conditions de vie difficiles en haute altitude.

Étant donné que les moyens de subsistance des populations de la région dépendent largement du tourisme et de ses célèbres eaux médicinales, l'impact sur l'économie sera dévastateur. En effet, qui a envie de se détendre dans un endroit où les sources d'eau chaude disparaissent, où l'air est pollué et avec le bruit des mines en fond sonore ? Qui a envie de se relaxer dans un lieu où les monuments historiques de l'âge de pierre et de l'âge de bronze ont été détruits, les forêts coupées et la biodiversité décimée ?

En ce qui concerne les impacts sur les habitants et la prise en compte de leurs points de vue, de nombreuses [violations des droits humains](#) ont été commises, en plus de l'obtention illégale des permis. Aucune audience publique n'a été organisée, pas plus que d'autres types de consultation auprès des membres de la communauté. Initialement, le projet a été dissimulé aux habitants, qui ont reçu des conseils et des informations sur les conséquences du projet de la part des activistes environnementaux et des ONG.



Très peu d'habitants bénéficieront du projet. La plupart des employés actuels viennent d'autres régions et occupent des postes temporaires mal rémunérés, pour environ 300 dollars par mois. Pour les femmes, la situation est pire, car elles gagnent déjà en moyenne [20 à 33 % de moins que les hommes](#) en Arménie. Les femmes de Jermuk interrogées dans le cadre de cette étude de cas ont déclaré que leurs possibilités d'emploi seront sérieusement affectées par l'exploitation minière, car elles travaillent principalement dans des établissements du secteur tertiaire tels que les stations thermales, les hôtels, le tourisme et d'autres métiers des services.

Lorsque la construction a commencé, l'entreprise a loué un certain nombre de stations thermales et d'hôtels pour loger des spécialistes étrangers et des travailleurs d'autres régions, et tout le personnel a perdu son emploi et ses revenus. Le nombre de touristes visitant Jermuk a déjà diminué, ce qui a nui à l'économie locale. La saison touristique ne dure que deux à trois mois par an, de nombreux résidents louent leurs appartements aux touristes pendant ces mois et espèrent vivre de cet argent toute l'année.

Une autre source de revenus pour les femmes est la collecte de plantes médicinales, de baies, de champignons

et d'autres plantes comestibles dans les champs et les forêts. À la suite des travaux de construction de Lydian sur le site minier, qui ont débuté en 2016, tous les champs et la forêt ont été contaminés par la poussière, rendant ces plantes impropres à la consommation humaine. Cette situation s'aggraverait considérablement si le projet minier se poursuivait.

La situation n'est pas plus réjouissante à Gndevaz, le village où se déroule le projet. Sur place, la plupart des vergers d'abricots ont été rasés, ou alors la poussière des travaux a détruit les cultures, produisant des dégâts qui touchent surtout les femmes, comme elles l'ont exprimé lors des entretiens.

Pendant les travaux, l'entreprise a endommagé à deux reprises la conduite d'eau potable de Gndevaz, et les habitants se sont retrouvés sans eau potable pendant plusieurs jours. Dans une ferme piscicole, tous les poissons sont morts parce que des [eaux polluées ont atteint la rivière Arpa](#). L'entreprise n'a indemnisé personne.

Perspectives locales et résistance

Tehmine Enoqyan, journaliste et habitante du village de Gndevaz, a en effet déclaré : « La société

a endommagé à deux reprises la conduite d'eau potable du village de Gndevaz et les gens recevaient de l'eau noire et polluée chez eux. Pendant plusieurs jours, Gndevaz a été privé d'eau ».

« À la suite d'un accident survenu à Amulsar pendant la construction, de l'eau contaminée par des substances nocives s'est déversée dans la rivière Arpa, où se trouve notre exploitation piscicole, et tous les poissons sont morts. Notre entreprise a subi de nombreux dommages, et la société ne nous a pas indemnisés », a indiqué Aram Hakobyan, propriétaire de la ferme piscicole de Jermuk.

Hasmik Sargsyan, médecin dans une station thermale, nous a expliqué que, selon son expérience, la pollution de l'air et de l'eau aura un impact non seulement sur la santé de la population locale, mais aussi sur l'avenir de Jermuk en tant que destination touristique. Larisa Rogova, une touriste russe, a exprimé les mêmes inquiétudes, déclarant qu'elle ne reviendrait pas à Jermuk si la ville était contaminée.

Ce manque de considération pour le bien-être humain et la nature n'est pas nouveau. Le contrat d'exploitation minière ne prévoit aucune compensation ni responsabilité sociale pour les dommages générés par le projet. Dans d'autres régions minières, des tests ont révélé la présence de



Photo : Vergers d'abricots d'Amulsar Gndevaz, Armenian Forests NGO, Arménie

métaux lourds comme l'arsenic, le mercure et le sélénium dans l'eau, le sol, les légumes et les [cheveux des enfants](#). Si l'extraction de minerais commence à Amulsar, les mêmes effets sont à prévoir.

Les impacts sur le bien-être des habitants ne se limitent pas à la santé. Dans [l'évaluation d'impact environnemental et social](#), la société a indiqué qu'il y aurait probablement une augmentation de l'activité criminelle et du harcèlement sexuel à Jermuk, en raison du grand nombre de travailleurs de genre masculin qui viendront d'autres régions, ce qui affectera les familles, les femmes et les jeunes.

Défis légaux

La lutte contre le projet aurifère d'Amulsar se poursuit, menée par l'ONG environnementale [Armenian Forests](#). Sa directrice, Nazeli Vardanyan, qui est juriste spécialisée en droit environnemental, nous explique : « Des membres de l'ONG et des spécialistes rencontrent régulièrement les membres des communautés touchées, les sensibilisent aux risques environnementaux et sociaux, leur expliquent leurs droits et leur fournissent un mécanisme de participation au processus décisionnel. Nous avons créé des groupes actifs

pour impliquer les femmes et les jeunes dans la prise de décision et protéger leurs droits. Nous protégeons également leurs intérêts devant les tribunaux ».

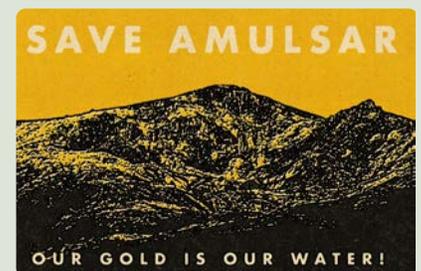
« En conséquence, on voit plus de participation des communautés dans la lutte pour leurs droits et la protection de l'environnement. Dans quatre communautés, des pétitions ont été rédigées pour rendre ces communautés durables sur le plan économique, sans exploitation minière. Environ 12 000 habitants ont signé, et les autorités locales ont accepté leurs demandes dans leurs décisions. Au nom des résidents de Jermuk et de Gndevaz, nous avons intenté deux procès contre le ministère de l'Environnement et le ministère du Développement territorial et des infrastructures pour annuler le permis et la décision de l'étude d'impact environnemental. Pendant deux ans et demi, les routes menant à Amulsar ont été bloquées par les habitants. L'entreprise a engagé des poursuites stratégiques (civiles, administratives et pénales) contre des militants et des membres de la communauté ».

Il est crucial de documenter les cas de résistance, en recueillant les histoires de vie des leaders locaux engagés dans la résistance. Cela nous permettra de voir comment différents groupes sociaux et des personnes de différents

genres développent diverses stratégies face aux impacts négatifs d'une activité extractive, car les communautés ne sont pas des acteurs passifs résignés à leur sort. Ce sont des acteurs engagés dans des formes individuelles ou collectives de résistance contre les activités extractives. Ces luttes se déroulent parfois dans un contexte de confrontation, de persécution, voire [d'assassinat des défenseurs des droits humains environnementaux](#).

On a beaucoup entendu que les guerres du XXI^e siècle se joueraient autour de l'eau. Les gouvernements et les acteurs économiques peuvent-ils être ignorants au point de détruire cette précieuse ressource pour la richesse temporaire apportée par un peu de métal ? Comme ils le [scandent](#) dans [leurs manifestations](#), les habitants de Jermuk n'ont pas besoin d'or : « Notre eau est notre or », disent-ils.

REGARDEZ : 'Notre eau est notre or', un film sur l'impact de l'extraction de l'or à Jermuk. Créé par l'ONG Armenian Forests.



« L'homme c'est moi, tu dois écouter ce que je dis »



Comment l'exploitation minière industrielle et artisanale renforce les inégalités de genre préexistantes au Ghana

Par Ángel Tuninetti, en collaboration avec The Development Institute, Ghana

À seulement 70 km d'Accra, la capitale du Ghana, se trouve l'un des écosystèmes les plus riches en biodiversité sur le continent africain : la réserve forestière d'Atewa Range. Créée en 1926, cette réserve s'étend sur 123 000 hectares (475 miles carrés) et abrite au moins 1134 espèces végétales, 239 espèces d'oiseaux, 573 espèces de papillons et environ 70 espèces de mammifères, dont sept sont classées comme étant « en danger

critique d'extinction et vulnérables » sur la liste rouge de l'UICN. Elle est considérée comme une zone de biodiversité d'importance mondiale et une zone clé pour la biodiversité.

La chaîne de montagnes d'Atewa abrite une grande partie des dernières forêts du Ghana. Elle alimente trois grandes rivières, la Densu, l'Ayensu et la Birim, qui fournissent Accra en eau, et environ cinq millions de personnes dépendent de ses rivières pour s'approvisionner en eau potable. Ses forêts sont importantes en tant que bassins versants, puits de carbone et pour les moyens de subsistance des populations.

Mais la réserve est menacée. En effet, elle contient d'importants gisements de bauxite qui ont attiré l'attention des compagnies minières internationales, mais aussi du gouvernement ghanéen, qui souhaite développer l'industrie de la bauxite.

Si l'exploitation industrielle de la bauxite constitue la plus grande menace potentielle pour la réserve forestière d'Atewa, elle est loin d'être la seule. Au cours des dernières décennies, selon le directeur de district de la Commission forestière, la réserve a été mise sous pression en raison d'un certain nombre de menaces, notamment l'expansion des exploitations agricoles



Photo : Membres de la communauté se mobilisant pour protester contre les effets des activités minières sur leurs terres, The Development Institute, Ghana

(qui a été limitée depuis quelques années maintenant), la chasse au gibier de brousse, l'exploitation forestière illégale et non durable et l'exploitation aurifère. Bien qu'elle soit illégale, l'exploitation aurifère artisanale est très courante dans la région. Cette pratique informelle et non réglementée est appelée *galamsey* dans la langue locale et ses effets cumulatifs sur le paysage sont considérables. L'exploitation minière par des entreprises de moyenne et grande taille est également pratiquée sur des concessions en marge de la réserve forestière, ce qui affecte de nombreuses communautés de la chaîne de montagnes d'Atewa.

Pour analyser les effets de l'exploitation minière en termes de déforestation, de perte de biodiversité et de justice de genre, The Development Institute, membre de la GFC, a collaboré avec A Rocha Ghana, une organisation partenaire qui travaille sur le territoire d'Atewa. Ainsi, des données ont été collectées auprès des différents acteurs dans la région, notamment des membres des communautés affectées, des représentants des autorités locales,



Photo : Source d'eau communautaire polluée par l'exploitation minière, The Development Institute, Ghana

des agences gouvernementales et de Kibi Goldfields Limited. Plus de 143 personnes ont participé aux activités menées fin juin 2022, notamment par le biais d'entretiens individuels, de discussions de groupe, d'observations et de conversations.

Les représentants de Kibi Goldfields Limited ont souligné l'importance du rôle de leur entreprise dans la région en matière de création d'emplois, de formation des jeunes, de soutien à l'éducation, de développement des infrastructures et d'appui aux gouvernements locaux. Cependant, ils ont aussi reconnu l'impact de l'exploitation minière sur l'économie de la région, à travers la destruction de zones agricoles, bien souvent sans offrir de compensations, ou en ne proposant des compensations qu'aux hommes chefs de famille et non aux femmes qui sont régulièrement les plus touchées par les impacts environnementaux. Cela a été affirmé par le directeur de district de la Commission forestière et par le directeur des mines de Kibi Goldfields Limited. De plus, l'afflux de personnes provenant de différentes régions et de différents milieux est un problème pour la sûreté et la sécurité des femmes des communautés. Les femmes de la communauté d'Adukrom se sont amèrement plaintes de l'augmentation de la criminalité, des vols et de la toxicomanie chez les jeunes de leur communauté.

Alors que les représentants de l'entreprise ont souligné leur engagement envers la communauté, les témoignages des femmes et des leaders communautaires présentent une perspective plus nuancée et doivent être impérativement pris en compte pour dresser un tableau plus exhaustif.

Les habitants reconnaissent largement l'importance de l'exploitation minière dans l'économie, aussi bien l'exploitation artisanale traditionnelle que l'exploitation industrielle. Comme

l'a indiqué l'une des participantes du Nyametease Women's Group de la communauté Akim Adukrom, « l'exploitation minière est notre moyen de subsistance et ce qui nous permet de financer d'autres activités comme l'agriculture et le commerce ». Des membres de cette communauté ont aussi exprimé que l'exploitation minière a favorisé l'autonomisation économique en créant des emplois pour les jeunes hommes et femmes, ce qui a transformé l'économie locale.

Cependant, l'exploitation minière industrielle présente des inconvénients bien plus considérables. Le dirigeant et les aînés de la même communauté ont notamment mentionné que l'arrivée de l'exploitation minière industrielle, avec la société Minerals Genes Resources (MGR), a limité le *galamsey* artisanal, ce qui a entraîné des problèmes sociaux tels que la toxicomanie, l'alcoolisme, les vols mineurs et les vols à main armée.

“ *L'exploitation minière [artisanale] est notre moyen de subsistance et ce qui nous permet de financer d'autres activités comme l'agriculture et le commerce.* ”

L'exploitation minière entraîne d'autres problèmes qui touchent l'ensemble de la population. On peut notamment citer la contamination de l'eau potable, le défrichage dû à la construction de routes, l'augmentation du coût de la vie, le manque de respect des enfants envers leurs parents, les dangers physiques et les accidents liés aux puits et aux tranchées, la toxicomanie chez les jeunes, les grossesses chez les adolescentes, la violence sexuelle à l'égard des femmes et d'autres formes de violation des droits humains. Avec l'afflux d'argent rapide provenant de l'exploitation minière, la propension



Photo : Fermes transformées en terres minières, The Development Institute, Ghana

à dépenser l'argent de manière extravagante et imprudente s'est également développée. Les hommes ont tendance à négliger leur femme et leurs enfants, voire à se remarier, ce qui entraîne des conflits interpersonnels qui dégénèrent facilement en violence. Le nombre de grossesses chez les adolescentes, ainsi que le nombre de filles qui abandonnent l'école sont très élevés, en raison de leurs liens avec des mineurs de la région.

Le *galamsey* étant une forme illégale d'exploitation minière, les forces de l'ordre arrêtent les personnes qui la pratiquent. La plupart des arrestations se font dans le cadre d'opérations collectives, au cours desquelles les agents des forces de l'ordre poursuivent les mineurs dans la brousse, provoquant des blessures et parfois des coups de feu. Les femmes d'Akim Adukrom ont déclaré qu'elles sont parfois poursuivies dans la brousse, arrêtées et torturées par ces équipes spéciales.

Les membres de la communauté de Potrase ont quant à eux dénoncé le manque de transparence dans le développement des projets miniers. « Il n'y a pas eu de consultation ni d'informations. C'est l'apparition des machines excavatrices qui nous a indiqué que les concessions avaient été accordées », ont-ils déclaré.

Les processus décisionnels sont hiérarchisés, et seuls les membres de certains systèmes de direction peuvent participer aux discussions. Les femmes de la communauté d'Owuratwum se sont également plaintes de n'avoir été ni consultées ni informées des opérations minières jusqu'à ce qu'elles voient des machines sur leurs territoires. Au moins dix d'entre elles ont perdu leur ferme à cause des opérations d'extraction d'or.

Les femmes se sont montrées préoccupées par le manque d'accès à l'information et au pouvoir de décision, qui, selon elles, est limité par les lois et les pratiques traditionnelles. Dans la plupart des communautés, les femmes ne sont pas autorisées à travailler dans les zones minières, ni même à aller chercher de l'eau à la rivière pendant leurs règles. Comme l'a exprimé l'une des participantes, les femmes sont perçues comme inférieures, et il est courant d'entendre des déclarations du type « l'homme c'est moi, tu dois écouter ce que je dis ».

En plus des préoccupations déjà mentionnées au sujet des moyens de subsistance, M. Emmanuel Antwi, le directeur de district de la Commission forestière et les membres d'A Rocha Ghana ont souligné les risques posés par l'exploitation minière et l'abattage illégaux pour la préservation des forêts

et des bassins versants.

Comme l'ont exprimé les membres d'A Rocha Ghana, il est nécessaire de se tourner vers des moyens de subsistance alternatifs pour les femmes, et de favoriser leur autonomisation. Par exemple, les forums forestiers, qui sont des plateformes mises en place au niveau du district pour guider et informer les différents acteurs sur la gestion durable des ressources naturelles au sein des communautés forestières, devraient être présidés par des femmes afin de promouvoir leur accès à l'information et aux discussions sur l'importance des ressources naturelles.

“ *La justice de genre doit faire partie des mesures efficaces à mettre en place pour la protection des forêts.* ”

La réserve d'Atewa abrite des espèces uniques de papillons et des mammifères en voie de disparition, comme les pangolins, et offre l'eau et les moyens de subsistance à des millions de personnes. La bauxite, qui est utilisée pour fabriquer de l'aluminium destiné à des produits tels que les voitures, est une ressource tellement lucrative qu'elle a suscité des accords avec des pays comme la Chine, et les représentants du gouvernement continuent de tenter de séduire les investisseurs. Des efforts ont été déployés par la société civile au niveau local et international pour demander plus de protection pour la chaîne montagneuse d'Atewa et pour lutter contre les violations des droits, mais la situation reste critique. Les témoignages des femmes interrogées dans le cadre de cette recherche suggèrent que la justice de genre doit faire partie des mesures efficaces à mettre en place pour la protection des forêts.

Les peuples des forêts ont besoin d'arbres, pas de charbon

Les impacts de l'exploitation minière sur la biodiversité à Hasdeo Arand en Inde

**By Ángel Tuninetti,
in collaboration with
Navrachna Samaj Sevi
Sanstha, India**

Réputée pour sa biodiversité ainsi que pour ses gisements de charbon, la région d'Hasdeo Arand, qui est située dans le nord du Chhattisgarh, est l'une des plus grandes zones de forêts intactes du centre de l'Inde, en dehors du réseau d'aires protégées. Le gisement de charbon d'Hasdeo Arand s'étend sur une superficie de 1880 km². Ses forêts abritent plus de 350 espèces animales et sont traversées par un corridor d'éléphants sauvages. Principalement composée d'autochtones Adivasis, la population nombreuse et vulnérable qui vit dans la région dépend largement de l'agriculture et des produits forestiers pour sa subsistance.

Plusieurs communautés forestières vivent dans la région d'Hasdeo Arand, notamment la tribu Gond, qui est la deuxième plus grande « tribu répertoriée » en Inde. Ces communautés dépendent des produits de la forêt pour leur alimentation et leur médecine, notamment les céréales, les graines, les tubercules, les fleurs, les fruits et les racines. Leurs revenus proviennent du bois, des feuilles et des herbes, avec lesquels

elles fabriquent des cordes, des nattes, des balais et des paniers.

Aujourd'hui, les projets miniers approuvés par le gouvernement causent des déplacements de population et une importante déforestation, menaçant la liberté et les modes de vie des communautés autochtones de la région. Elles vénèrent les arbres, qu'elles considèrent comme des divinités, et ne veulent donc pas quitter la forêt, qui compte de nombreux *devgudis* (sites sacrés).

Le projet d'exploitation minière de Parsa

La raison de ces déplacements de populations, c'est le projet minier de Parsa, qui a déjà entraîné la destruction de quelque 40 000 arbres et qui, à terme, déboisera 841 hectares, forçant plus de 700 personnes à quitter leur foyer. Sans tenir compte des conséquences catastrophiques pour les forêts et leurs habitants, le gouvernement du Chhattisgarh fait pression pour étendre les mines de charbon, en prétextant que le charbon est nécessaire pour garantir la distribution d'électricité.



Dans la région, il existe plusieurs autres sites d'extraction de charbon qui se trouvent à différentes étapes du processus d'exploitation. Après plus de dix ans de résistance contre l'exploitation minière, les contestations se sont intensifiées en mars 2022, lorsque le gouvernement du Chhattisgarh a autorisé le lancement de la deuxième phase d'exploitation du charbon sur une superficie de 1136 hectares, dans la mine de charbon de Parsa East-Kete Basan (PEKB). La première phase de l'exploitation du charbon à PEBK avait commencé en 2013 et les deux villages de Kete et Basan avaient été touchés par l'opération minière. Les manifestations ont forcé les autorités à suspendre la poursuite de l'exploitation minière par le groupe Adani, le conglomérat multinational responsable des opérations.

Entre-temps, le gouvernement du Chhattisgarh a approuvé le lancement de la deuxième phase d'un autre projet d'extraction de charbon à Parsa. Le gouvernement du Rajasthan cherche aussi à accélérer le processus d'obtention de l'autorisation finale pour un troisième projet, Kete Extension, car le Rajasthan dépend du charbon du Chhattisgarh pour sa production d'électricité. En mars, le Ministre en chef du Rajasthan, Ashok Gehlot, a déclaré aux médias que si



Photo : Réunion communautaire, Navrachna Samaj Sevi Sanstha, India

l'approvisionnement en charbon était réduit, cela affecterait également l'approvisionnement en électricité au Rajasthan. Il a déclaré que « les habitants de notre État comptent sur le Chhattisgarh pour que ces projets soient rapidement approuvés ». Les activistes affirment que plus de 200 000 arbres seront abattus dans le cadre de ces projets. La déforestation a commencé un mois après l'approbation finale du bloc d'extraction de charbon à Parsa.

Mais Alok Shukla, le responsable du Bachao Andolan du Chhattisgarh, remet en question ce chiffre. « Jusqu'à présent, environ 300 arbres ont été abattus à Janardanpur, dans le district de Surguja, au Chhattisgarh », a-t-il déclaré. L'abattage des arbres a été suspendu pour le moment en raison des continuelles actions de protestation des habitants des villages.

Une étude menée par Conseil indien de la recherche et de l'éducation forestières, en collaboration avec le Wildlife Institute of India, recommande l'exploitation du charbon, tout en admettant que « l'impact cumulatif des déplacements de populations causés par les opérations minières aura un impact considérable sur les communautés, se traduisant par une perte de moyens de subsistance,

“ *L'impact cumulatif des déplacements de populations causés par les opérations minières aura un impact considérable sur les communautés, se traduisant par une perte de moyens de subsistance, d'identité et de culture.* ”

d'identité et de culture ». En effet, 90 % des familles dépendent de l'agriculture et des produits forestiers pour leur subsistance....

En 2016, le village de Kete a été complètement délogé et près de 600 personnes ont migré vers le village voisin de Basan. « Ceux qui ont été déplacés ont du mal à assurer leur subsistance. Ils errent d'un endroit à l'autre », raconte Ramlal Kariyam, un habitant qui s'est battu contre la mine.

La forêt borde la réserve d'éléphants de Lemru, une zone où les conflits humains-éléphants (HEC) sont nombreux. Plus de 60 personnes perdent la vie chaque année à cause du piétinement, notamment lors de la collecte des fleurs et des fruits du Mahua (*Madhuca longifolia*), un arbre d'une grande valeur culturelle,

économique et symbolique pour les populations autochtones de la région. Les habitants ont été contraints de cesser la cueillette du Mahua en raison du nombre élevé de décès. En outre, les opérations minières créent de grandes fosses qui perturbent les routes migratoires des éléphants et les mettent en conflit avec les résidents.

Violations des droits humains

En ce qui concerne les droits des communautés concernées, de nombreuses irrégularités ont été signalées au cours du développement des projets miniers. La diffusion des informations a été inadéquate. En effet, les habitants rapportent qu'à aucun moment ils n'ont été correctement informés sur les autorisations d'exploitation minière. Ils n'ont jamais été contactés pour l'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) ; de même qu'ils n'ont jamais vu le rapport d'évaluation de l'impact social de l'exploitation minière ni aucun rapport environnemental. Les opérations ont été entreprises sans que les communautés aient donné leur consentement libre, informé et préalable (CLIP) et même les autorités du *Gram Sabha*, qui est le conseil de village local, une structure communautaire démocratique, ont été tenues à l'écart. Au cours de l'EIE, aucune consultation n'a été organisée auprès des villageois. Des violations de la [Loi sur l'acquisition des terres, sur la réhabilitation et la réinstallation](#) et de la [Loi sur les droits forestiers](#) ont par ailleurs été constatées.

Les membres de la communauté ont également été mal renseignés au sujet des compensations qu'ils devaient recevoir. Annoncées à 500 000 roupies par hectare au départ, elles ont ensuite été portées à un million de roupies, alors que le taux fixé par le gouvernement est d'un million et demi par hectare. Les promesses d'emploi

n'ont pas non plus été tenues : des résidents locaux ont été embauchés à des postes à bas salaire et alors qu'on leur avait promis la sécurité de l'emploi pendant trois ans, certains ont été licenciés après seulement six mois.

L'expansion rapide des industries et des mines dans les zones autochtones a été suivie d'un essor de l'urbanisation et d'un afflux massif d'étrangers, provoquant le déplacement des peuples autochtones, qui ont été contraints de migrer vers d'autres régions à la recherche de moyens de survie. Les déplacements de population peuvent également se produire sous la pression indirecte de l'implantation d'industries, de mines et de villes, ainsi que du fait de la pollution de l'air et de l'eau.

Les déplacements entraînent des problèmes de santé et la pollution affecte toutes les ressources : l'air, l'eau, les animaux, les poissons, les plantes, etc. Les habitants connaissent une mort lente et douloureuse en raison de la contamination de leur environnement.

Impacts sur les femmes

Les femmes sont les plus touchées par l'exploitation minière et en retirent rarement des bénéfices. Elles n'ont jamais été consultées pendant la planification ni lors du versement des compensations, et la plupart d'entre elles ne connaissent pas les montants qui ont été versés. Les femmes sont les plus impliquées dans la collecte de produits forestiers non ligneux et de bois de chauffage, la déforestation affecte donc directement leurs revenus monétaires. Par ailleurs, la recherche de bois de chauffage et d'eau potable est devenue plus difficile et plus ardue, tandis que la poussière de charbon constitue un fardeau supplémentaire lors du nettoyage des maisons et pour la santé respiratoire.



Photo : Discussions communautaires à Ghatbarra, Navrachna Samaj Sevi Sanstha, India

La mobilité des femmes dans les villages est réduite du fait de l'afflux de personnes extérieures. Leur sécurité est aussi compromise et l'on constate une augmentation des abus sexuels et de l'alcoolisme. Dans les sociétés tribales, les femmes occupent une position respectée et rien ne laisse supposer qu'elles sont harcelées dans le cadre des pratiques traditionnelles. Cependant, l'exploitation minière érode l'autorité des femmes au sein des familles, provoquant leur dislocation ainsi que l'affaiblissement des liens de parenté. En conséquence, les femmes perdent la sécurité et la protection que leur procuraient ces relations. Elles perdent aussi presque toujours leur rôle économique lorsque les terres sont affectées à l'exploitation minière. Les emplois fournis par les entreprises sont rarement proposés aux femmes, qui sont contraintes de renoncer à leur vie de dignité pour effectuer des tâches subalternes dans les townships industriels. Dans les villages déplacés, seuls les hommes peuvent bénéficier d'une compensation ou d'une formation professionnelle. En bref, les femmes sont gravement affectées sur le plan social, économique et physique. Avec le passage d'un mode de vie traditionnel à un mode de vie moderne, elles ont du mal à s'adapter et sont confrontées à une grave exploitation sociale et culturelle.

Les droits des femmes et le potentiel de développement de l'industrie

extractive ont conduit à une inégalité structurelle continue entre les genres. Lorsqu'une économie de subsistance basée sur la forêt se transforme soudainement en une économie compétitive basée sur les liquidités, ce sont les femmes qui en souffrent le plus.

Cela se traduit par une inégalité entre les genres, une perte totale d'autonomie pour les femmes et une modification des relations de pouvoir entre les genres dans la région et au sein des communautés touchées. Leur autochtonie est complètement perdue et les institutions traditionnelles des femmes sont démantelées, ce qui entraîne des inégalités socio-économiques encore plus grandes.

Au cours du processus de « développement » minier, les populations autochtones assistent non pas au développement, mais à l'exploitation de la population et de la nature par le biais d'un processus d'exploitation colonialiste et capitaliste. La brutalité inhérente à l'industrialisation, à savoir le pillage des richesses minérales et la destruction des forêts qui constituaient le principal moyen de subsistance de la population, a non seulement plongé les habitants de ces régions dans la pauvreté, mais les a également menés au bord du désastre écologique, qui ne peut désormais être évité que par une résistance et un militantisme continus.

« Extraire l'or nous fait perdre quelque chose de bien plus précieux »

Préserver l'héritage naturel de Kassan-Sai au Kirghizistan

Par Ángel Tuninetti, en collaboration avec Public Foundation Ecological Movement, Kirghizistan

Le Kirghizistan se situe dans l'une des [zones critiques de biodiversité au niveau mondial](#), une zone prioritaire pour la conservation qui enregistre un fort endémisme végétal et une disparition importante des habitats naturels. Comme d'autres pays montagneux d'Asie centrale, le Kirghizistan abrite une extraordinaire richesse d'espèces végétales et animales, dont de très nombreuses espèces endémiques, parmi lesquelles plus de 5000 espèces végétales identifiées. Le nombre d'espèces menacées ou en voie de disparition est relativement élevé en raison du développement rapide et de la transformation des habitats naturels en raison des activités humaines. Le pays est également riche en ressources naturelles. On y trouve notamment des pommiers et des poiriers sauvages considérés comme des arbres patrimoniaux. Mais cette biodiversité recouvre une très grande richesse en minéraux et de nombreux acteurs sont avides de l'exploiter.

“ Mais cette biodiversité recouvre une très grande richesse en minéraux et de nombreux acteurs sont avides de l'exploiter. ”

Kassan-Sai, une zone clé pour la biodiversité

Une [étude récente](#) a identifié 32 zones clés pour la biodiversité (ZCB) au Kirghizistan. Beaucoup d'entre elles sont légalement protégées, mais 14 ZCB n'ont pas de statut officiel et pourraient être détruites en l'absence de stratégies de conservation et de mesures de protection responsables de la part des communautés locales.

La ZCB de Kassan-Sai en est un exemple parfait. Sans la protection légale du statut de parc national ou de réserve, cette zone est menacée par les opérations d'extraction d'or sur le site de Terek-Sai. Trois ONG, coordonnées par la Global Forest Coalition (GFC), travaillent avec les communautés locales et soutiennent leurs luttes pour la défense de leur environnement et de leur bien-être.

L'écosystème de la forêt alpine de Kassan-Sai abrite plusieurs espèces animales figurant sur la [liste rouge de l'UICN](#), comme la panthère des neiges (*Panthera uncia*), le vautour percnoptère (*Neophron percnopterus*) et la marmotte de Menzbier (*Marmota manzbieri*). On y trouve également de nombreuses espèces de plantes, telles que le genévrier endémique d'Archa (*Juniperus semiglobosa*), l'épicéa de Tien Shan (*Picea schrenkiana*), le bouleau de Tian Shan (*Betula*



tienshanica), le peuplier, le saule, l'argousier, l'orme et de nombreuses espèces de plantes herbacées de montagne qui sont typiques des zones forestières, subalpines et alpines. Trois plantes fruitières sauvages et endémiques de la région sont gravement menacées : la pomme de Niedzwetzky (*Malus niedzwetzkyana*), la pomme de Sievers (*Malus sieversii*) et la poire de Korzhinsky (*Pyrus korshinskyi*). Elles contiennent un matériel génétique qui pourrait être clé pour sécuriser l'avenir des cultures fruitières résistantes aux intempéries.

Toute cette biodiversité est menacée par l'exploitation d'or, activité de longue date dans la région. On a en effet retrouvé les plus importantes traces d'anciennes exploitations aurifères de tout le pays dans la vallée de la rivière Kassan-Sai, un lieu qui [demande à être inscrit](#) au patrimoine mondial de l'UNESCO en raison de sa valeur historique et culturelle.

Le projet de mine aurifère de Terek-Sai

La principale menace pour Kassan-Sai est le projet d'extraction d'or de Terek-Sai, lancé en 1946. Situé à l'intérieur de la ZCB, celui-ci provoque de graves répercussions sur l'environnement car au Kirghizistan, l'or est extrait



Photo : Le site stérile de la mine d'or,
Public Foundation Ecological Movement, Kirghizistan

dans des mines à ciel ouvert avec des méthodes classiques de forage et de dynamitage, avec pour résultat la destruction complète du paysage et la création d'immenses fosses et d'amoncellements de déchets rocheux.

La société à l'origine des conflits actuels est [Eti Bakyr Tereksai](#), un projet commun de Kyrgyzaltyn (Kyrgyz Gold), qui détient 25 % des parts, et de la société turque Eti Bakyr, qui en détient 75 %. En septembre 2019, l'usine en charge de la transformation de l'or [employait environ 300 personnes](#), et ce chiffre pourrait monter jusqu'à 600 personnes, principalement des résidents locaux. Il n'existe pas de données sur la différenciation des genres dans l'industrie minière aurifère, cependant, les emplois directs sont principalement occupés par des hommes.

Bien que le Kirghizistan soit un pays riche en minerais, l'industrie extractive ne fournit que 3 % des emplois à

l'échelle nationale, dont une très faible part dans les mines d'or. [Selon un chercheur](#), « les mines sont exploitées, les réserves de ressources sont vidées et le gouvernement s'enrichit mais les communautés locales, malgré quelques projets de développement et de charité, ne voient pas d'impact direct sur leur vie ».

« Nous voulons connaître la vérité »

Lors du séminaire organisé par la GFC à Kassan-Sai, les discussions collectives qui ont eu lieu ont montré que les communautés locales sont tout à fait conscientes des effets négatifs de l'exploitation minière sur la biodiversité et la santé des communautés. La mine à ciel ouvert bouleverse le paysage et perturbe l'écoulement naturel de l'eau. A Kassan-Sai, elle affecte également les forêts-galeries, l'un des écosystèmes

les plus riches en biodiversité et parmi les plus menacés dans les montagnes d'Asie centrale. La déforestation, l'exploitation minière et l'assèchement des zones humides qui bordent la rivière, au pied des forêts-galeries, font baisser le niveau de l'eau et perturbent le régime hydrique, provoquant des coulées de boue et des inondations.

Les détonations causées par l'exploitation minière perturbent la faune et les troupeaux locaux, tandis que la poussière affecte les cultures et la santé de la population locale. Au printemps 2022, le toit d'une école locale s'est effondré à cause de l'impact des explosions, mais la compagnie minière nie toute responsabilité. Le problème de la pollution atmosphérique, pointé du doigt par des enseignants locaux, suscite l'inquiétude des habitants. Les produits chimiques utilisés dans le traitement de l'or peuvent provoquer des réactions allergiques, et les communautés ont signalé que

cela affecte surtout les femmes et les enfants.

Par le passé, des sociétés minières ont promis des réparations pour les dommages causés par les mines, mais elles n'ont jamais tenu parole, ce qui a entraîné la méfiance de la population locale. Les habitants de la région de Kassan-Sai redoutent que les nouveaux exploitants d'or ne fassent la même chose. Comme l'a souligné une femme de la région, le seul avantage de la mine est que les travailleurs touchent un maigre salaire, « mais, à mon avis, les dégâts causés par cette exploitation sont bien plus importants que les avantages qu'elle nous apporte ».

« Nous sommes inquiets pour le sort de nos enfants », nous confie Kyial Hasanova, enseignante du jardin d'enfants de Terek-Sai. « L'entreprise exploite [la mine] juste à côté de nos foyers. La poussière est partout. Les pentes des montagnes perdent leur végétation et sont dénudées. Cela signifie que le danger de coulées de boue va augmenter. Qui va restaurer nos maisons si une coulée de boue les détruit ? Récemment, un plafond s'est effondré dans notre école pendant un cours. Heureusement que personne n'est mort, mais les enfants étaient sous le choc ! Les habitants pensent que cela a été causé par les explosions quotidiennes de la mine. Mais l'entreprise nie tout et une enquête est en cours. Nous sommes tous impliqués activement car nous voulons connaître la vérité ».

Barchynay Atabayeva, militante écologiste et responsable du groupe local de femmes du district de Chatkal, dans la région de Jalalabad, au Kirghizistan, fait part de la frustration des habitants de la région : « les activités des sociétés d'extraction d'or causent beaucoup de dégâts pour l'écologie de notre région. Les gens extraient l'or de la terre, mais ils perdent quelque chose de bien plus précieux : la terre elle-même.



Photo : Des représentants du GFC et des membres de la communauté locale après un séminaire à Kassan-Sai, Public Foundation Ecological Movement, Kirghizistan

Personne ne va nous la rendre après ça. Avec le soutien de notre groupe de femmes, nous voulons présenter une demande à la société Eti Bakyr et obtenir des informations sur le plan de remise en état. Aujourd'hui, du côté des habitants, personne ne comprend quelles sont les activités prévues par la société pour réparer les dégâts. La première chose à faire, et la plus nécessaire, c'est d'établir un dialogue avec l'entreprise et d'informer les résidents locaux ».

Conserver les zones clés pour la biodiversité

Les programmes liés aux ZCB en Asie centrale reconnaissent les espaces montagneux comme [zone critique de biodiversité d'importance mondiale](#) et offrent un cadre holistique pour résoudre les problèmes de conservation. Dans ce contexte, des organisations membres de la GFC issues de trois pays d'Asie centrale ont lancé un projet intitulé « [Renforcement des zones clés pour la biodiversité \(ZCB\) au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan](#) », soutenu par le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (CEPF). L'une

des principales composantes du projet est le développement de partenariats avec les communautés et l'intégration de la conservation des forêts et de la biodiversité dans les politiques locales.

La ZCB de Kassan-Sai a été sélectionnée comme zone pilote au Kirghizistan. Comme elle n'est pas protégée légalement ni désignée comme réserve ou parc national, nous pensons qu'il est crucial de travailler en partenariat avec les communautés et les autorités locales dans les districts de Chatkal et d'Ala-Buka de la région de Jalalabad pour promouvoir la sensibilisation et le soutien à la conservation des espèces clés. Les groupes membres de la GFC au Kirghizistan assureront la protection de cette ZCB en collaboration avec les activistes locaux.

Pour progresser vers ces objectifs, des experts de la GFC et de l'équipe du projet au Kirghizistan ont mené une expédition de recherche dans la ZCB de Kassan-Sai en mai 2022. À cette occasion, ils ont organisé un séminaire dans le district de Chatkal, dans la région de Jalalabad, intitulé « Préservons le patrimoine naturel de Kassan-Sai ! » Les participantes et participants ont échangé sur des questions telles que l'importance des ressources que la biodiversité

de la ZCB de Kassan-Sai fournit aux communautés locales, les avantages de l'utilisation durable de la ZCB pour les communautés, les menaces qui pèsent sur celle-ci, notamment l'exploitation d'or, les lois et règlements existants pour la préservation de la biodiversité menacée et des ressources de la ZCB ainsi que la santé humaine et environnementale, et les possibles solutions aux problèmes identifiés.

Les personnes présentes ont également analysé les possibilités de création d'entreprises vertes, notamment dans l'écotourisme et l'hôtellerie, et de développement durable dans les communautés locales, ainsi que l'utilisation de plantes rares comme ressources génétiques, ornementales et médicinales. Les membres de l'équipe ont aussi rencontré des groupes de la communauté impliqués dans le développement d'initiatives locales de foresterie, notamment de pépinières, ainsi que d'autres entreprises.

Et la lutte continue. Parmi les initiatives proposées au cours du séminaire, on peut citer : la surveillance environnementale publique des sols et de l'eau, la création d'un groupe chargé d'identifier et de prévenir les maladies liées à l'exploitation minière,

la préservation et le nettoyage des sols à l'aide de biohumus, des pépinières pour les plantes endémiques menacées, mais aussi des actions de plaidoyer politique pour promouvoir l'inclusion de mesures de réhabilitation des sites miniers abandonnés dans la législation nationale et des actions de sensibilisation aux évaluations d'impact environnemental et social des sociétés minières, tout en exigeant que soient garanties la conception et la mise en œuvre de plans de gestion environnementale et sociale, que l'État réhabilite les anciennes mines et que les communautés reçoivent des formations sur la santé et la sécurité ainsi que sur la restauration et la réhabilitation de l'environnement.

Les habitants ne restent pas les bras croisés. Au contraire, ils s'efforcent de protéger les espèces menacées, comme le raconte Asylkan Shabdrayimova : « Après les activités d'exploitation d'or le long de la rivière, il y a des fosses partout ! Tout est creusé. Et nous avons perdu tout espoir que l'entreprise répare quoi que ce soit. Avec mon mari, qui est forestier, et d'autres habitants qui travaillent dur, nous plantons des arbres sur les terres dévastées. Nous améliorons le sol en utilisant

des minéraux locaux et nous faisons pousser des semis d'espèces sauvages rares de pommes et de poires. Plus récemment, les gens ont commencé à utiliser les fosses le long de la rivière pour élever des poissons, et cela fonctionne bien. Nous ne sommes pas indifférents au destin de notre terre de Terek-Sai, au destin de Chatkal ».

« À l'école, nous apprenons à nos enfants à respecter la nature, mais celle-ci se détruit sous leurs yeux », explique Buken Toktobayeva, enseignante à Terek-Sai. « L'impact des efforts que nous déployons en tant qu'enseignants est limité, mais nous ne perdons pas espoir. Cet automne, avec mes élèves, nous allons récolter les graines de la poire Korzhinsky, inscrite sur la liste rouge internationale. Cette poire pousse sur une parcelle qu'une compagnie d'extraction d'or pourrait détruire avec ses forages. Ensuite, nous allons semer les graines et monter une pépinière dans notre école. Comme ça, nous pourrions sauver au moins une partie du précieux patrimoine génétique de cette plante fruitière sauvage et contribuer à la conservation des forêts ».

Le projet Kassan-Sai ZCB a pour but de préserver la zone grâce à la participation des communautés locales au processus décisionnel et au travail pratique d'utilisation et de gestion durables des ressources naturelles vivantes. Nous cherchons à construire un modèle de gouvernance autonome locale, centré sur les femmes et les jeunes, qui seront responsables de leurs terres et leurs ressources naturelles, et qui auront confiance dans la lutte pour leurs droits. Ce projet est un exemple qui montre comment l'activisme international et local, mené par les communautés touchées par l'extractivisme, peut permettre de lutter contre la destruction engendrée par la cupidité humaine.



Photo : Mouvement écologique visitant la zone du projet à Kassan-Sai, Public Foundation Ecological Movement, Kirghizistan

Les plantations en monocultures comme forme d'extractivisme



L'huile de palme au Libéria

Par Ángel Tuninetti, en collaboration avec Rural Integrated Center for Community Empowerment, Liberia

Nous sommes tous de grands consommateurs d'huile de palme bien que nous n'en ayons pas toujours conscience : de fait, elle est présente dans 50 % des produits des supermarchés, y compris dans les glaces, les pizzas surgelées, les pâtes instantanées, le pain emballé, les biscuits ainsi que dans la nourriture pour chien, le savon, le déodorant, le shampoing, le dentifrice et le rouge à lèvres.

Cette omniprésence a un prix: l'huile de palme est l'une des principales causes de la déforestation dans le monde. Cet arbre originaire d'Afrique a été introduit en Asie du Sud-Est par l'expansion coloniale. Aujourd'hui, la Malaisie et l'Indonésie fournissent plus de 85 % de la production mondiale. Cela a un effet dévastateur sur les forêts tropicales humides, car la plupart de la production a lieu dans des plantations de monoculture à grande échelle qui remplacent les forêts. Avec l'explosion de la demande mondiale, l'huile de palme introduit en Afrique ce modèle extractiviste dévastateur, qui menace non seulement la biodiversité mais aussi les populations locales,

particulièrement les femmes, dont les vies et les moyens de subsistance sont perturbés par les plantations.

Une biodiversité menacée

Le Libéria abrite certaines des forêts du monde les plus riches en biodiversité. Ce pays est toutefois menacé par l'empiètement de plantations de palmiers à huile dans les régions du nord-ouest et du sud-est.

La région du nord-ouest détient l'un des plus grands blocs forestiers restants en Afrique de l'Ouest : de fait, sa conservation est une priorité mondiale en raison de la richesse de sa biodiversité, de ses ressources en eau douce, ainsi que de son importance en tant que puits de carbone. Ses stocks de carbone sont estimés être parmi les plus élevés au monde et sa biodiversité unique comprend des animaux gravement menacés, tels que les éléphants de forêt et les chimpanzés d'Afrique occidentale. Le parc national de Gola Rainforest, créé en 2016, est l'une des zones critiques de conservation de la biodiversité mondiale. Ses forêts relient plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest : la Guinée et le Sierra Leone à l'ouest ainsi que la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo à l'est. De plus, les forêts sont

“ *Les forêts sont d'une importance vitale pour les moyens de subsistance de millions de personnes en Afrique de l'Ouest.* ”

d'une importance vitale pour les moyens de subsistance de millions de personnes en Afrique de l'Ouest et elles fournissent d'importants services écosystémiques à l'échelle locale et mondiale.

Les paysages dans la région du sud-est se composent de groupes de forêts communautaires, particulièrement dans les comtés de River Gee et de Maryland. Cette région est d'une importance capitale pour les communautés locales et la conservation de la biodiversité en raison de la présence des parcs nationaux de Sapo et de Grebo-Krahn. Le parc national de Sapo se situe dans le comté de Sinoe et s'étend sur 1804 km². Il s'agit de la plus grande aire protégée du pays ainsi que du deuxième plus grand pôle de forêt tropicale primaire dans le monde, après le parc national de Tai, en Côte d'Ivoire. Le parc national de Grebo-Krahn, quant à lui, est reconnu mondialement comme une zone critique de biodiversité, hébergeant l'une des plus grandes populations de chimpanzés d'Afrique occidentale



Photo : Rural Integrated Center for Community Empowerment, Liberia

“ *Lorsqu'ils se sont révoltés contre la perte de leurs terres agricoles de subsistance, ils ont été harcelés et arrêtés par la police nationale libérienne.* ”

ainsi qu'une grande variété d'espèces endémiques en voie d'extinction, telles que l'hippopotame pygmée, le cercopithèque diane, le colobe bai, l'éléphant de forêt d'Afrique et le léopard. Environ 300 espèces de faune et 220 espèces de flore ont été observées dans la forêt jusqu'à présent. Par ailleurs, des communautés locales qui dépendent des ressources forestières pour leurs moyens de subsistance et de bien-être vivent à l'intérieur de ces aires protégées.

La relation entre l'État et l'industrie

L'invasion des plantations de palmiers à huile est menée par quatre sociétés : Sime Darby Plantation/ Mano Oil Palm Plantation, Maryland Oil Palm Plantation (MOPP), Golden Veroleum Liberia et Equatorial Palm Oil (EPO). Alors que ces compagnies prétendent s'être engagées en faveur de la durabilité et cherchent même à obtenir le certificat de la table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO de son acronyme anglais), toutes ont été condamnées pour différentes violations des droits des populations locales et pour dommages environnementaux.

En Malaisie, la société Sime Darby Plantation est le plus grand producteur

d'huile de palme en termes de superficie: en 2009, elle signe un contrat de concession avec le gouvernement du Libéria afin de convertir 220 000 hectares au nord-ouest du pays en plantations de palmiers à huile et de caoutchouc. Toutefois, en raison de défis environnementaux, sociaux, économiques et politiques, la compagnie n'a pu mener son projet à terme et a été contrainte de le vendre à Mano Oil Palm Plantation.

Le gouvernement libérien a signé quatre principales concessions de palmiers à huile avec des investisseurs étrangers dont Maryland Oil Palm Plantation (MOPP). La société est parrainée par SIFCA, un leader de l'agro-industrie en Afrique établi en Côte d'Ivoire depuis 1964, évoluant au sein de trois principaux secteurs : la culture, le traitement et le marketing de l'huile de palme, du sucre et du caoutchouc en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigéria et au Libéria. Selon la Banque africaine de développement, MOPP s'aligne sur les priorités nationales. SIFCA affirme que MOPP contribuera à l'autonomisation des populations rurales, y compris les jeunes et les femmes, grâce à la création d'emplois et l'esprit d'entreprise afin de promouvoir des pratiques sociales et environnementales durables et ainsi contribuer au développement des infrastructures et ouvrir la voie à davantage d'investissements du secteur privé dans un pays sortant d'un conflit.

Toutefois, on a signalé des cas de harcèlement sexuel et d'abus envers des femmes et des filles entrepreneuses et travailleuses occasionnelles par des cadres supérieurs et intermédiaires. Les propriétaires fonciers coutumiers n'ont pas été consultés avant le défrichement des terres pour les plantations et lorsqu'ils se sont révoltés contre la perte de leurs terres agricoles de subsistance, ils ont été harcelés et arrêtés par la police nationale libérienne. Alors que MOPP planifie l'expansion de sa plantation, il est crucial d'enquêter sur la destruction de zones de forêts primaires et de lieux sacrés incluant les cimetières et/ou sur les impacts de l'expansion sur la forêt primaire et les moyens de subsistance des communautés.

En 2010, Golden Veroleum Liberia a signé un accord de concession agricole avec le gouvernement du Libéria pour 350 000 hectares sur 65 ans, renouvelables pour 33 ans supplémentaires. La compagnie est autorisée à convertir 220 hectares de terres en plantations et à consacrer 40 000 hectares à un régime de production externe. L'accord de concession couvre approximativement 2.3 % de la masse terrestre du pays, à cheval sur quatre pays au sud-est du Libéria. Il est estimé que 41 000 personnes vivent dans la zone d'opération immédiate, qui appartient et est utilisée de manière coutumière par les communautés locales comme

“ *Le cas lors de la transition des économies rurales et forestières traditionnelles vers une économie extractiviste, les femmes et les aînés sont les plus touchés.* ”



source de nourriture et d'eau. La subsistance de ces communautés dépend essentiellement de l'agriculture itinérante, des sources d'eau inexploitées, de la chasse et de la cueillette dans les forêts communautaires.

Depuis le début des activités de GVL, les communautés et la société civile ont soumis de nombreuses plaintes à la RSPO, dénonçant, entre autres, l'intimidation ou les arrestations arbitraires de membres de la communauté, la destruction des zones humides, des lieux sacrés et des cours d'eau potable. La société est aussi accusée de défricher les territoires sans le consentement des communautés et sans mener des évaluations participatives et exhaustives sur les impacts sociaux et environnementaux.

Un géant malaisien de l'industrie de l'huile de palme est l'actionnaire majoritaire de la société Equatorial Palm Oil, fondée en 2013. Cette dernière a signé un « accord de concession » avec le gouvernement libérien afin de développer et exploiter deux grandes plantations d'huile de palme, Palm Bay et Butaw. Ces accords se sont concrétisés sans la consultation ou le consentement des communautés qui, de génération en génération, ont possédé et exploité les terres sur lesquelles ces plantations sont prévues.

« La médecine traditionnelle nous est indispensable » : l'étendue des impacts de l'extractivisme

L'extractivisme et la commercialisation de l'agriculture ont entraîné de multiples violations de l'environnement et des droits humains, en particulier ceux des femmes. Les violations les plus courantes sont l'accaparement des terres, le licenciement illégal et la persécution des employés, le non-respect des obligations et des engagements des multinationales envers les communautés, la pollution des terres et des eaux, la déforestation, le travail des enfants, le harcèlement sexuel ainsi que l'absence du consentement libre, informé et préalable. De surcroît, les pratiques et politiques gouvernementales présentent des lacunes telles que le manque d'accès à la justice, des mécanismes de résolution de conflits faibles pour les communautés et une participation limitée des communautés locales dans les processus décisionnels, dont les femmes sont les principales victimes. Ces enjeux doivent impérativement être examinés pour parvenir à mettre en place une gouvernance

inclusive et une gestion durable des écosystèmes forestiers locaux. Pour ce faire, il est nécessaire d'instaurer une collaboration, un partenariat et des efforts concertés et bien coordonnés entre le gouvernement, les organisations de la société civile, les experts ainsi que les communautés et les municipalités locales, avec la participation significative des femmes, des aînés et des jeunes à tous les niveaux.

Les impacts sont fortement liés au genre. Comme c'est souvent le cas lors de la transition des économies rurales et forestières traditionnelles vers une économie extractiviste, les femmes et les aînés sont les plus touchés, ainsi que le montrent clairement les recherches menées par le Rural Integrated Center for Community Empowerment (Centre rural intégré pour l'autonomisation communautaire, RICCE). Pour le projet, RICCE a interviewé et mené des groupes de discussion avec des informateurs clés, tels que les commissaires de district, les leaders traditionnels, les petits exploitants agricoles hommes et femmes (principalement ceux et celles impliqués dans l'industrie de l'huile de palme), les directeurs d'écoles, les femmes et les jeunes leaders des comités de Sinoe, de Grand Kru et de Maryland. Les groupes de discussion ont pris en compte les femmes, les jeunes et les leaders locaux.



Photo : Plantation d'huile de palme,
Global Forest Coalition

Au cours des consultations, les femmes ont répondu que leur participation dans l'élaboration des politiques et les processus décisionnels se fait par le biais des réunions communautaires avec les femmes dirigeantes, mais leurs recommandations sont rarement prises en compte. Elles ont également déclaré n'avoir jamais pris part dans les décisions lors des processus d'acquisition des terres par les compagnies. Ces décisions ont été prises par les dirigeants communautaires et les représentants du gouvernement.

Les pratiques traditionnelles et coutumières au Libéria ont longtemps nié les droits des femmes à la terre et à la prise de décision relatives aux ressources naturelles. Dans la plupart de ces villages reculés, les traditions, les coutumes, les naissances précoces et le travail domestique empêchent les femmes de recevoir une éducation secondaire. En outre, l'accès limité des femmes à l'information constitue un obstacle en ce qui concerne leurs droits fonciers et leur participation aux processus décisionnels. Quarante pour cent des dirigeants des villages sont des hommes, qui sont les principaux destinataires de l'information et qui prennent les décisions relatives à l'avenir de leurs terres.

Toutefois, la plupart des femmes ont

indiqué avoir la charge de la famille et en être les gardiennes : elles ont une vaste connaissance de l'approvisionnement et de la conservation des aliments traditionnels, de la médecine traditionnelle des plantes et du système agricole traditionnel. Ces connaissances jouent un rôle majeur pour assurer la sécurité et la souveraineté alimentaires durables.

La déforestation et l'accaparement des terres par les entreprises entraînent la perte de terres agricoles, de plantes médicinales, de bois de chauffage et d'autres produits forestiers. Elles ont à peine assez de terres agricoles pour produire des cultures vivrières pour leur subsistance et perdent des éléments clés de leur culture. Christianal Saydee, résidant à Nyenpah, dans le comté de Sinoe, a déclaré : « Bien qu'il existe des médicaments modernes, ils ne peuvent pas guérir toutes les maladies, seulement quelques-unes. Nous avons besoin de nos médecines traditionnelles ».

Bien que les entreprises promettent des emplois aux femmes, ceux-ci ne sont disponibles que pendant les premières étapes de la plantation, en particulier pour planter et désherber. Ensuite, la plupart des personnes sont licenciées, en particulier les femmes âgées. Il n'y a ni garderie ni laverie. Aux stades ultérieurs du travail dans les plantations, plus d'hommes sont

employés que de femmes, parce que le travail devient plus exigeant physiquement. Les femmes disent qu'elles ne se sentent pas en sécurité parce qu'on ne leur fournit pas d'équipement de protection et que si elles se blessent au travail, elles ne reçoivent aucune prestation. Parfois, elles doivent travailler avec des produits chimiques dangereux sans formation adéquate, et elles craignent que leur santé ne soit affectée.

De surcroît, les résidents locaux subissent un traitement injuste et parfois brutal de la part des entreprises et des forces de sécurité. Comme le confirme une femme du comté de Butaw, « nos enfants sont battus par des sociétés et des représentants de l'État pour le vol présumé de palmiers, et certains pour avoir protesté et revendiqué leurs droits ». Outre les témoignages recueillis par le RICCE, ces violations ont également été signalées par [d'autres organisations](#).

Il est encourageant de constater que les choses s'améliorent au sein des communautés où la formalisation des droits fonciers coutumiers est en cours. Dans ces communautés, une prise de conscience généralisée des droits fonciers des femmes permet leur inclusion dans les comités de gestion du développement des terres communautaires, l'organe chargé de prendre des décisions sur la gestion et l'utilisation des terres, prouvant que l'accès à la terre et la promotion et la défense des droits des femmes sont un facteur clé dans la lutte contre l'oppression de l'expansion incontrôlée de l'extractivisme. Cela offre une lueur d'espoir pour le reste de la nation et un modèle pour un processus de prise de décision dirigé et surveillé par les femmes et les peuples autochtones.

Les violences à l'encontre des femmes et le travail forcé des enfants

Les réalités de l'industrie minière en RDC

Par Ángel Tuninetti, en collaboration avec le Programme Intégré pour le Développement du Peuple Pygmé (PIDP), RDC

La République démocratique du Congo possède la plus grande partie de la forêt du bassin du Congo en Afrique centrale : elle représente plus de 100 millions d'hectares, soit la superficie de l'Égypte. [Cette forêt abrite](#) plus de 10 000 espèces de plantes, 1 111 espèces d'oiseaux, 409 espèces de mammifères et 400 espèces de poissons. Les forêts assurent la subsistance et ont une valeur culturelle et spirituelle profonde pour les communautés autochtones qui y résident telles que les Banamwesi et les Motondo.

La biodiversité de la RDC est toutefois menacée par l'autre richesse du pays : les minerais. Depuis le début de ce siècle, l'économie du pays a été marquée par des booms miniers : le [coltan](#), le [cobalt](#) et maintenant le minerai d'étain connu sous le nom de cassitérite, dont [la RDC détient environ un tiers de l'approvisionnement mondial](#). En raison des lois environnementales promulguées au Japon et dans l'Union européenne en 2004 obligeant les soudures à base de plomb à être

remplacées par de l'étain, la demande de coltan - et donc son prix - [a considérablement augmenté](#). Les prix de l'étain ont également triplé pendant la pandémie de Covid-19.

La mine d'étain de Bisié

L'un des plus importants gisements de minerai d'étain se trouve à Bisié au sein du territoire de Walikale dans la province du Nord-Kivu. Le gisement a été découvert par des résidents en 2002 et a mené au développement d'une industrie minière artisanale florissante. En 2005, les communautés locales ont mis en place l'Association Bangandula, afin de coordonner l'extraction et la vente de minerais. Le minerai d'étain est vendu à des comptoirs, des entreprises intermédiaires qui achètent les minerais non transformés extraits des mines et les [revendent ensuite à des entreprises de traitement des minerais](#). Mining Process Congo (MPC) est le plus gros acheteur de minerais issus de l'exploitation minière artisanale à Bisié.

Le commerce de l'étain a rapidement attiré des acteurs plus importants tels qu'Alphamin Resources, une société



canadienne dont le siège est à l'île Maurice. Depuis 2017, Alphamin développe la mine d'étain de Bisié, un projet conjoint avec l'Industrial Development Corporation of South Africa et le gouvernement de la RDC qui détiennent respectivement 14,25 % et 5 % des parts. Le projet devrait produire environ [10 000 tonnes d'étain par an](#).

Séduits par l'extractivisme, les gouvernements nationaux et locaux ont été attirés par les richesses que promettait le projet, au mépris total de l'environnement et des communautés locales. Les responsables gouvernementaux ont décrit ce projet comme le premier d'une longue série afin d'industrialiser les minéraux dans l'est du pays, suggérant qu'il conduirait à la hausse du développement dans la région.

Alphamin enregistre des [bénéfices records](#). Cependant, sa promesse de stimuler le « développement » est loin d'avoir été tenue. Le piteux état de la route Goma-Walikale entrave le transport des minerais hors de la mine, ce qui affecte la production, et la région manque encore d'infrastructures de base telles que des écoles et des centres de santé.



Photo : Un site minier artisanal,
Programme Intégré pour le Développement
du Peuple Pygmé, RDC

Les préjudices aux communautés

En outre, les conséquences négatives du projet minier s'accumulent. La mine de Bisié gérée par Alphamin a supplanté l'exploitation minière artisanale : environ 700 mineurs artisanaux ont été chassés des sites, sans respect de leurs droits définis dans les lois minières nationales et internationales. L'entreprise a promis plus de 500 emplois aux communautés locales, mais jusqu'à présent, seulement environ 250 personnes ont été employées, y compris des travailleurs étrangers et locaux. Les locaux n'occupent pas de postes de direction et n'ont qu'occasionnellement des postes administratifs. La plupart sont des ouvriers, des opérateurs de machines ou des chauffeurs.

Les effets néfastes sur les communautés locales, en particulier les communautés autochtones, ne s'arrêtent pas là. Des représentants des communautés autochtones

Banamwesi et Motodo se sont plaints des dommages en contactant l'Alliance nationale d'appui et de promotion des aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire (ANAPAC) et le Programme intégré pour le développement du peuple Pygmé (PIDP). Ils se disent victimes de discrimination de la part d'Alphamin et de leurs voisins Bantous, qui les considèrent socialement inférieurs, et ont pour cela été exclus des négociations sur le projet.

Le manque d'opportunités pour les femmes dans l'industrie minière est également un facteur de discrimination basée sur le genre. Si elles se voient offrir des emplois, c'est avant tout pour transporter les minerais ou cuisiner pour les travailleurs à faibles revenus. Le travail du sexe est également endémique sur les sites miniers et l'absence de femmes aux postes de décision dans les entreprises signifie que ce problème n'est pas abordé et qu'aucune mesure n'est prise pour assurer la sécurité des femmes. Le travail forcé et l'exploitation des enfants

sont également courants. Les jeunes filles sont continuellement victimes de violences sexuelles et contraintes à des mariages précoces. Cela perturbe également leur éducation, les piégeant dans un cycle de pauvreté, de violence et de discrimination.

Bien que Alphamin ait conclu un accord avec des représentants des communautés et des gouvernements nationaux et provinciaux, la consultation systématique, libre, informée et préalable avec les communautés n'a pas été respectée. Celles-ci manquaient de soutien technique et d'accès aux informations sur le projet minier. Même aujourd'hui, les communautés ne sont pas en mesure de déterminer la superficie des terres octroyées à Alphamin, car la société n'a jamais partagé avec elles les permis miniers. Pire encore, depuis 2019, de nombreuses communautés telles que les Banamwesi, qui n'ont jamais été consultées, ont retrouvé des empreintes et des indications laissées par l'entreprise lors des prospections et de la cartographie dans leurs forêts communales.



Photo : Un site minier artisanal,
Programme Intégré pour le Développement
du Peuple Pygmé, RDC

La présence d'Alphamin porte atteinte à l'identité culturelle des tribus, restreint leur accès aux ressources locales, apporte des maladies infectieuses dans la région, détruit les écosystèmes forestiers qui assurent leur subsistance et ont une valeur culturelle et religieuse, et érode les droits fonciers locaux. La pollution de l'eau et des sols, la chasse illégale pour la vente de viande de gibier aux mineurs et la déforestation à grande échelle contribuent au changement climatique et à la perte de biodiversité.

Les infractions légales

Toutes ces pratiques violent non seulement la législation nationale de la RDC, comme la loi minière, le code forestier et la loi foncière, mais aussi les conventions internationales, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur la diversité biologique et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Des terres ont été expropriées aux habitants sans leur consentement libre, informé et préalable, et aucune indemnisation ne leur a jamais été accordée.

Les femmes, les peuples autochtones et les communautés locales sont les acteurs les plus importants dans la préservation des forêts et la lutte contre le changement climatique. Les femmes et les communautés autochtones de la RDC, ainsi que les forêts qu'elles habitent, ont légalement le droit de voir leur bien-être protégé et respecté.

Patriarcat et pauvreté

Le rôle de l'extractivisme dans la destruction des écosystèmes forestiers

Par Chithira Vijayakumar et Valentina Figuera Martinez

Historiquement, l'extractivisme est l'un des secteurs les plus opaques de l'industrie mondiale. Marqué par le manque de données crédibles sur les impacts de l'extractivisme, l'engagement très faible envers les communautés locales et les titulaires de droits, le manque de transparence et de diversité dans les systèmes de gestion d'entreprise et le fait qu'un cas sur cinq de corruption transnationale a lieu dans le secteur extractif, ce dernier a toujours résisté à la pression en faveur de conversations ouvertes et engagées, en particulier avec les personnes qu'il affecte le plus - les femmes et d'autres groupes politiquement et économiquement marginalisés, issus principalement du monde majoritaire.

Comme le montrent les histoires partagées dans ce numéro de *Forest Cover*, les industries extractives sont un facteur important de la déforestation dans le monde. Ces industries prétendent souvent que la destruction de certains des écosystèmes du monde les plus variés en termes de biodiversité devrait être considérée comme un compromis raisonnable pour accroître la richesse humaine. Toutefois, ce rapport souligne aussi que l'extractivisme dévaste les moyens de subsistance, la culture et

les identités des peuples plutôt que de les renforcer. Il est donc essentiel d'analyser l'extractivisme comme un facteur de déforestation depuis une perspective de genre.

En juin 2022, GFC a invité ses groupes membres, qui sont des organisations communautaires basées dans 72 pays du monde, à exprimer leur intérêt quant à la collecte de données sur les impacts genrés des activités extractives sur leurs forêts régionales. Les six études de cas achevées dans le cadre de cette démarche sont le reflet d'une grande diversité de considérations géopolitiques et de sujets de recherche. Les groupes membres ont passé des semaines à compiler des données sur l'intersectionnalité entre le genre et l'autochtonie au sein des industries extractivistes de leurs régions respectives, offrant ainsi un aperçu de cette industrie mondiale que l'on estime responsable de plus de 80 % de la perte de biodiversité dans le monde et plus de la moitié des émissions de gaz carbonique.

Ce numéro de *Forest Cover* est un rare recueil de témoignages des personnes qui vivent à proximité d'une ressource écologique hautement prisée par le capital mondial et met également en avant les impacts spécifiques et souvent négligés que subissent les femmes et les personnes de genres marginalisés.



Assujettissement et épuisement

Les études de cas de ce rapport proviennent d'Arménie, de la RDC, du Ghana, de l'Inde, du Kirghizistan et du Libéria. Bien que l'ensemble de ces cas se situent dans des environnements et des régions très distincts, un modèle clair émerge dans la relation entre la politique d'extraction et les populations et l'écologie présentes dans les lieux où elle opère.

Ils'agit tout d'abord de créer des espaces d'assujettissement et d'épuisement, tant des ressources naturelles que des droits des écosystèmes forestiers et de ses habitants, en particulier les femmes et les peuples autochtones. Conformément aux théories de l'extractivisme, un centre opérationnel contrôle et dirige le flux de capital humain et matériel loin du site d'extraction, laissant ainsi derrière lui un environnement « stérile ». Par exemple, les cours d'eau de Jermuk en Arménie, célèbres pour leurs propriétés thérapeutiques qui ont conduit au développement de l'identité de la ville en tant que destination de tourisme de santé, sont menacés par les écoulements acides de l'extraction de l'or, qui mettent en péril les principales sources d'eau douce de la région. Outre les risques pour la santé et l'écologie, cela mettrait



Photo : L'industrie des conserves alimentaires à Amulsar est dominée par les femmes, Armenian Forests NGO, Arménie

La réification des systèmes patriarcaux

Par ailleurs, le mécanisme du capitalisme extractif tardif réifie et approfondit les structures patriarcales existantes au sein de ces territoires. Par exemple, l'huile de palme, l'un des principaux responsables de la conversion de certaines des forêts les plus riches en biodiversité du monde, empiète régulièrement sur les écosystèmes forestiers du Libéria et sur le libre arbitre et les droits des personnes qui en dépendent. Dans l'étude de cas du Libéria, nous constatons que les normes de genre existantes posent de nombreux défis aux droits des femmes à l'éducation, à la terre et à la prise de décisions politiques et sociales. Les dirigeants locaux sont en grande majorité des hommes, ce qui limite considérablement l'accès des femmes aux informations essentielles et leur capacité à se prononcer sur l'avenir des forêts qu'elles contribuent à entretenir.

Cela ne signifie bien sûr pas que toutes les femmes, dans l'ensemble de leurs diversités, ne sont que des observatrices passives de ces décisions, mais plutôt que leurs progrès vers la libération sont entravés par la présence d'un capital mondial qui collabore avec les structures patriarcales. Par exemple, il arrive souvent que les femmes ne prennent connaissance des accords entre les dirigeants locaux et l'industrie qu'après leur signature.

L'héritage colonial de l'extractivisme

Le troisième thème qui ressort de l'étude de ces zones géopolitiques et de ces forêts est la mise en œuvre de relations non réciproques. Naomi Klein définit les territoires extractivistes

également fin aux entreprises locales qui valorisent traditionnellement le travail des femmes, telles que la mise en conserve, le séchage des fruits, les spas de santé et le tourisme. Les inégalités entre les genres risquent donc de s'aggraver et la position économique, sociale et politique des femmes de s'affaiblir.

Ces inquiétudes sont également partagées par Maristella Svampa et Enrique Viale lorsqu'ils déclarent : « Étant donné que les territoires contiennent des actifs de haute valeur pour le capital, qu'il convertit en marchandises, une stratégie efficace a été développée pour les considérer comme « socialement vides » et donc comme de possibles zones de sacrifice. Au nom de l'idéologie du progrès, les communautés et les peuples qui vivent là deviennent invisibles et/ou « superficiels », et les économies régionales sont dévaluées ou leurs crises exacerbées. Ces processus de dévaluation et de violation des droits sont renforcés dans les régions traditionnellement défavorisées, telles que les territoires autochtones et paysans ».

Cet enjeu se reflète également dans l'étude de cas de Hasdeo Anand, en Inde. Plusieurs populations tribales

pour qui la forêt est une source de subsistance, de médecine et de foi refusent de quitter leur territoire qui compte plusieurs sites sacrés, les *devgudis*. Les peuples ont été contraints d'assister au défrichage de 841 hectares d'écosystèmes forestiers pour l'extraction du charbon et sont privés de leurs pratiques culturelles traditionnelles ainsi que de leur autonomie économique et politique ; caractéristique de la nature colonialiste de l'extractivisme. Les femmes sont ainsi privées de leurs modes de vie et de leurs droits fondamentaux puisqu'elles entretiennent une relation étroite avec la forêt par la collecte de produits forestiers non ligneux et de bois de chauffage. Il est clair que nous avons affaire à des « hégémonies territoriales » et à la « subalternisation des régions », comme le décrit Héctor Alimonda en se référant à l'extractivisme latino-américain, qui conçoit la nature comme un marché.

« Progrès vers la libération sont entravés par la présence d'un capital mondial qui collabore avec les structures patriarcales. »

comme des « zones de sacrifice » où il existe « une relation non réciproque, basée sur la domination avec la terre, où règne l'accaparement ». Les concepts de « capitalisme extractif » et d'« impérialisme extractif » font référence à un modèle d'économie politique qui concentre le pouvoir et le capital entre les mains de l'industrie, une continuation de l'héritage colonial de l'extractivisme. Par exemple, l'exploitation minière n'est pas une source importante de travail en Arménie, fournissant moins de 1 % des emplois, principalement occupés par des hommes. En outre, elle modifie les modes d'exploitation des terres et pollue les zones agricoles et touristiques, limitant également les possibilités d'autres activités économiques. De même au Kirghizistan, malgré une énorme richesse minérale, les industries extractives ne fournissent que 3 % des emplois à l'échelle nationale. Au Ghana, nous observons un modèle différent : les habitants soulignent l'importance de l'exploitation minière comme source de subsistance. Cependant, avec l'afflux d'argent rapide provenant de l'exploitation minière, le coût de la vie aussi a augmenté. De plus, leurs sources d'eau ont été polluées, la consommation abusive de drogue et l'alcoolisme sont démultipliés, et les vols à main armée et la violence interpersonnelle sont en hausse. Ainsi, bien qu'il y ait une injection de liquidités dans l'économie locale, elle est concentrée entre les mains des hommes, tandis que les coûts sociaux et politiques sont de lourds fardeaux assumés par les femmes. De surcroît, ces dernières ne disposent peu ou pas du soutien des entités nationales et transnationales, qui gagnent plutôt à prioriser les industries. Les femmes qui ont été employées par des industries extractivistes partagent ici leurs expériences : elles sont reléguées à des emplois peu rémunérés, les compensations médicales dans le cas de blessures au travail ne sont

accordées qu'aux hommes, et même lorsqu'elles font un travail identique à celui des hommes, elles sont bien moins payées en raison d'un écart salarial important.

Il est important de noter ici que l'exploitation minière industrielle est une exception en ce qui concerne la participation des femmes. Des études ont montré que la situation des femmes est très différente dans le domaine de l'exploitation minière artisanale et à plus petite échelle. Par exemple, dans la région andine, l'exploitation minière est l'une des principales activités économiques, générant des revenus et des devises : « Cependant, les emplois directs qu'elle génère sont fortement dominés par les hommes. La participation des femmes au travail des exploitations minières dans les pays andins est bien inférieure à celle des autres régions minières. Il convient de noter que dans plusieurs pays de la sous-région, cette tendance s'inverse dans l'exploitation minière artisanale et à petite et moyenne échelle : un exemple en est la Colombie, où la participation des femmes s'élève à 70 %. » Cela fait écho aux études de cas de ce rapport : en RDC, l'exploitation minière industrielle à grande échelle remplace de manière croissante l'exploitation minière artisanale, traduisant ainsi une tendance à la marginalisation et à l'exploitation accrues des femmes dans toutes leurs diversités.

L'augmentation de la violence de genre

Enfin, tel que documenté à l'échelle mondiale, les territoires extractivistes sont des sites où la violence de genre est croissante et inclut des agressions sexuelles, de la violence familiale, la traite, les grossesses précoces chez les adolescentes et

les mariages forcés. Les femmes autochtones sont touchées à des taux disproportionnellement élevés. Ce rapport confirme également cette tendance. Dans le cas de Hasdeo Anand, les groupes membres mettent en évidence comment l'exploitation minière dans la région érode progressivement les droits des femmes tribales et favorise l'augmentation des abus sexuels et de l'alcoolisme. En RDC, le nombre croissant de mariages forcés et de grossesses d'adolescentes a entraîné une perturbation de l'éducation des filles, les enfermant dans un cycle de pauvreté, de violence et de discrimination. L'évaluation de l'impact environnemental et social du projet minier à Jermuk reconnaît qu'il y aura probablement une augmentation des activités criminelles et de la violence sexuelle dans la ville, en raison du grand nombre de travailleurs masculins provenant d'autres régions.

Et pourtant, cette montée de la violence sexiste ne suscite souvent que peu de réactions ou de reconnaissance de la part des industries extractivistes : aucun des pays membres n'a pu constater que les entreprises aient prêté la moindre attention au harcèlement et à l'exploitation sexuelle, endémiques sur leurs sites d'activités extractivistes. Les communautés sont contraintes à assimiler ces violences et les accepter comme faisant partie du « train-train quotidien », alors qu'il s'agit en réalité d'une grave crise sociale, politique et de santé publique. L'absence de femmes et de personnes de genre divers dans les espaces publics et de la société civile renforce le système capitaliste, colonial et patriarcal essentiel au mode de fonctionnement des industries extractives. L'extractivisme viole et dégrade la nature et le corps des femmes à un point tel qu'il rend impossible la continuité de la vie et sape toute dignité.



Le leadership des femmes rurales et autochtones

En conclusion, les articles de ce numéro de *Forest Cover* révèlent une vision commune sur la dégradation des écosystèmes forestiers : le mythe de l'extractivisme au nom du « développement » économique et ses impacts particulièrement genrés. Cette vision productiviste du développement a ouvert la voie aux projets extractivistes au sein de sanctuaires naturels partout dans les pays du Sud Global, provoquant des violations des droits humains, des déplacements de peuples autochtones et de communautés locales, des impacts sur la santé et la souveraineté alimentaire, des inégalités économiques et sociales, ainsi que des problèmes environnementaux. Ceci est particulièrement répandu dans les zones rurales où le changement climatique, la déforestation, la perte de sources d'eau et la dégradation des terres menacent les moyens de subsistance, la culture et l'identité locaux. Les systèmes extractivistes industriels placent inévitablement les femmes et les personnes de genres marginalisés dans le rôle de « l'autre », les privant de leur pouvoir d'action. Mais nous constatons également que les femmes, en particulier les femmes autochtones et rurales, ont été à l'avant-garde de la résistance contre l'extraction industrielle et refusent de plus en plus d'être emprisonnées dans les cycles infinis de l'exploitation. Elles élèvent leur voix contre le capitalisme, le colonialisme et le patriarcat, et la reconnaissance de leur leadership est le seul moyen d'éviter l'effondrement de l'écosystème planétaire auquel nous sommes maintenant confrontés.

Photo : Public Foundation Ecological Movement, Kirghizistan